

FONDATION
croix-rouge française



Pour la recherche humanitaire et sociale

L'improvisation humanitaire : potentialités et limites des solidarités citoyennes dans les camps de migrants à Calais et à Paris

Marjorie GERBIER-AUBLANC

Docteure en sociologie

Post-doctorante programme BABELS, LAUM-IIAC, EHESS (Paris)

Post-doctorat réalisé au CEPED – UMR 196 Paris Descartes/IRD, sous la responsabilité scientifique d'Annabel Desgrées du Loû.



Les Papiers de la Fondation n°15

Mai 2018

Cette recherche a été réalisée dans le cadre de l'appel à bourses postdoctorales lancé par la Fondation Croix-Rouge française et avec le soutien financier de son partenaire, le groupe Malakoff-Médéric.

La Fondation Croix-Rouge française, créée sur l'initiative de la société nationale de la Croix-Rouge française, a pour vocation d'initier, de soutenir et de récompenser les projets de recherche qui mettent en perspective les principes, pratiques et finalités d'une action humanitaire en transition.

À travers des appels à bourses postdoctorales, l'attribution de prix de recherche et l'organisation d'événements scientifiques, la Fondation Croix-Rouge française vise à définir les enjeux de l'action humanitaire de demain, accompagner les acteurs et les personnes, parties prenantes de la solidarité internationale, diffuser les savoirs issus de regards croisés et stimuler le débat.

Les propos et opinions exprimés dans cet article n'engagent que son/ses auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de la Fondation Croix-Rouge française.

Le contenu de cet article relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'auteur.

Il est interdit pour un usage autre que privé, scientifique ou pédagogique de reproduire, diffuser, vendre et publier intégralement ou partiellement sous quelque forme que ce soit cet article sans autorisation écrite particulière et préalable, dont la demande doit être adressée à la Fondation Croix-Rouge française.

© Tous droits réservés.

Avec le soutien de



malakoff médéric

Pour citer cet article :

GERBIER-AUBLANC Marjorie, « L'improvisation humanitaire : potentialités et limites des solidarités citoyennes dans les camps de migrants à Calais et à Paris », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°15, Mai 2018, 31p.

Résumé

Ces dernières années, la crise européenne des politiques migratoires a produit et rendu visibles les camps de migrants ; en attestent en France l'histoire du camp-bidonville de Calais et des campements de rue parisiens. La survie des migrants en leur sein mobilise une pluralité d'acteurs aux logiques distinctes. Des travaux récents pointent le renouvellement et l'ampleur des solidarités citoyennes dans ces camps mais peu d'études en analysent la mise en œuvre pratique. Afin d'alimenter la compréhension de ce phénomène, cet article met en perspective deux initiatives citoyennes nées depuis 2015 : l'association Espoir et le collectif Ensemble. L'objectif est d'en éclairer les similitudes en vue de dégager les potentialités et les limites d'une improvisation humanitaire sur ce terrain hautement politisé. Les données présentées sont issues d'une enquête socio-ethnographique réalisée à Calais à l'automne 2016 en immersion au sein de l'association Espoir ainsi que d'une série d'entretiens et d'échanges avec des « soutiens » parisiens indépendants ou affiliés au collectif Ensemble à l'hiver 2017. Les résultats s'appuient sur la reconstitution de séquences d'observation et des trajectoires de vingt bénévoles-soutiens articulée à l'analyse thématique des entretiens menés auprès des coordinateurs. Portées par des « citoyens ordinaires », peu connectés à la vie publique auparavant, ces initiatives se situent aux interstices de l'action humanitaire spécialisée et de l'(in)action publique. Les citoyens improvisent au quotidien des réponses aux besoins primaires non satisfaits des migrants à partir d'un bricolage organisationnel reposant sur la flexibilité de l'engagement et un recours intense aux réseaux sociaux. La reconnaissance des migrants comme sujets de leur existence détenant des capacités d'agir soutient l'éthique de cette improvisation. Cependant, les initiatives citoyennes comportent des limites qui interrogent leur pérennité et, plus globalement, le transfert de l'action publique sur des citoyens ordinaires ainsi que les réalités de l'intervention des grandes ONG humanitaires.

Mots-clés : camps, migrants, solidarité citoyenne, improvisation humanitaire, France.

Summary

In recent years, the European crisis in migration policies has produced and made visible the migrant camps; as attested by, in France, the history of the slum camp in Calais and the Parisian street camps. The survival of migrants in their midst mobilizes a plurality of actors with distinct logics. Recent studies point to the renewal and the extent of civic solidarity in these camps but few studies analyze the practical implementation. In order to nourish the understanding of this phenomenon, this article puts into perspective two civic initiatives born in 2015: the Association Espoir and the collective Ensemble. The aim is to shed light on the similarities in order to identify the potentialities and limits of humanitarian improvisation on this highly politicized ground. The data presented are from a socio-ethnographic fieldwork conducted in Calais during the autumn of 2016 in immersion in the Association Espoir as well as a series of interviews and exchanges with independent Parisian "supports" or affiliated with the Collective Ensemble in the winter 2017. The results are based on the reenactment of observation sequences and the trajectories of twenty volunteers-supports articulated in the thematic analysis of the coordinators' interviews. These initiatives are carried out by "ordinary citizens", which were little connected to public life before, and are located in the interstices of the specialized humanitarian action and the public (in)action. Citizens improvise daily responses to the unsatisfied primary needs of migrants from an organizational patch-up job based on the flexibility of commitment and the intense use of social networks. The recognition of migrants as subjects of their existence and holder of agency supports the ethics of this improvisation. However, citizens' initiatives involve limits that question their durability and, more generally, the transfer of public action on ordinary citizens as well as the realities of the intervention of the major humanitarian NGOs.

Keywords: camp, migrants, civic solidarity, humanitarian improvisation, France.

L'improvisation humanitaire : potentialités et limites des solidarités citoyennes dans les camps de migrants à Calais et à Paris

Introduction

Ces dernières années, le retour en visibilité des « jungles » de l'Europe¹ rend particulièrement manifestes les contradictions et la violence des politiques migratoires européennes² ; en attestent l'histoire du camp-bidonville de Calais et des campements de rue parisiens. La survie des migrants en leur sein mobilise une pluralité d'acteurs aux logiques distinctes : des représentants de l'État aux grandes ONG internationales, des associations prestataires de services publics aux petites associations locales, des collectifs militants aux bénévoles indépendants... Les mobilisations citoyennes dans l'aide aux migrants ne sont pas un phénomène nouveau³. Cependant, depuis 2015, le renouvellement et l'ampleur⁴ de ces solidarités à Calais comme à Paris méritent une attention particulière.

On les nomme « bénévoles » ou « volontaires » à Calais, « soutiens » à Paris. Je les qualifierai dans cet article de « citoyens ordinaires ». Au-delà des débats traversant les approches anthropologiques de la citoyenneté⁵, j'entends l'idée de « citoyenneté » comme la capacité d'individus aux statuts juridiques divers à prendre part à la vie publique. La spécificité des « citoyens » présentés dans cet article, excepté dans le cas de quelques militants, est d'avoir investi la cause des migrants tandis qu'ils n'étaient pas connectés aux sphères militantes ou qu'ils y étaient peu investis et qu'ils avaient peu conscience des effets des politiques migratoires et des réalités de la demande d'asile en France. C'est en ce sens que je les pense comme des citoyens « ordinaires ». Je propose dans cet article d'examiner les logiques de la mobilisation de ces citoyens ordinaires, les potentialités et les limites des initiatives qu'ils déploient à Calais comme à Paris depuis 2015. Leur positionnement aux

¹ SARA PRESTIANNI. *Calais, Patras, Subotica*. In Michel AGIER (dir.). *Un monde de camps*. Paris : La Découverte, 2014, p. 326-339 ; Philippe WANNESON. Une Europe des jungles. *Plein droit*, 2015, vol. 104, n° 1, p. 18-21.

² BABELS, *De Lesbos à Calais : comment l'Europe fabrique des camps*. Paris : Le Passager Clandestin, 2017.

³ Mathilde PETTE. *S'engager pour les étrangers : les associations et les militants de la cause des étrangers dans le Nord de la France*. Thèse de doctorat en sociologie. Lille : Université Lille 1, 2012 ; Johanna SIMÉANT. *La cause des sans-papiers*. Paris : Presses de Sciences po. 1998 ; Haydée SABÉLAN. *Ceux qui passent*. Paris : Carnets nord, 2012 ; Henri COURAU, *Ethnologie de la Forme-camp de Sangatte: de l'exception à la régulation*. Paris : Archives contemporaines, 2007.

⁴ Yasmine BOUAGGA et Mathilde PETTE. *L'aide aux migrants à Calais*. In *La Cartographie 2017 des engagements volontaires et solidaires à l'international*. Observatoire de France Volontaires, 2017, p. 23-28 ; Madeleine TREPANIER, Les Britanniques à Calais: La solidarité européenne à l'échelle locale dans une ville-frontière. *Multitudes*, 2016, vol. 64, n° 3, p. 82 ; BABELS, *De Lesbos à Calais : comment l'Europe fabrique des camps*, op. cit. La médiatisation de la mort aux frontières de l'Europe, notamment incarnée par la circulation de la photographie du petit Aylan Kurdi ainsi que de la « new jungle » de Calais et des campements de rue parisiens a donné une autre dimension à ces mobilisations citoyennes.

⁵ Catherine NEVEU. Les enjeux d'une approche anthropologique de la citoyenneté. *Revue européenne des migrations internationales*, 2004, vol. 20, n° 3, p. 89-101.

interstices de l'(in)action publique et de l'aide humanitaire révélera certains des enjeux posés par la rencontre entre acteurs pluriels au sein des camps de migrants

Les travaux portant sur les camps de migrants en Afrique comme en Europe ont mis l'accent sur les ambiguïtés de l'aide humanitaire en pointant notamment ses risques d'instrumentalisation⁶ et ses dérives biopolitiques⁷. Les camps de migrants ont été pensés en France au regard des enjeux politiques sous-tendant leur résurgence⁸ et de l'émergence des migrants comme sujets politiques en leur sein⁹. Enfin, des travaux récents introduisent les reconfigurations¹⁰ des solidarités au sein des camps en pointant les tensions politiques traversant les associations traditionnelles de l'aide aux migrants¹¹ ainsi que leur mode d'absorption de ressources bénévoles qui s'internationalisent¹². Mais, à l'exception de l'étude de M. Trépanier sur les britanniques à Calais, ces écrits n'examinent pas les logiques de ces nouvelles solidarités. Par ailleurs, une littérature abondante s'intéresse depuis quelques années aux mutations du monde humanitaire. Une première perspective croisant sociologie de l'engagement et du monde professionnel décrypte les tensions inhérentes à la professionnalisation du monde humanitaire au prisme des trajectoires individuelles et de l'expérience des acteurs de terrain¹³. Une seconde perspective met en lumière les rapports de pouvoir qui traversent le monde humanitaire : les enjeux de gouvernance¹⁴, l'instrumentalisation des acteurs¹⁵ et la néolibéralisation de ce monde social¹⁶. La troisième

⁶ Claire ARJUN. De l'humanitaire comme outil de dissuasion en Grèce. *Alternatives Humanitaires*, 2017, n° 5, p. 14-29 ; Marjorie GERBIER-AUBLANC. L'humanitaire instrumentalisé à Calais. *Plein droit*, 2017, vol. 112, n° 1, p. 32-35 ; Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS. *Les humanitaires dans la guerre. Des idéaux à l'épreuve de la politique*. Paris : La Documentation Française, 2012.

⁷ Michel AGIER. *Gérer les indésirables : des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Paris : Flammarion, 2008 ; Sophie DJIGO. *Les migrants de Calais : enquête sur la vie en transit*. Marseille : Agone, 2016 ; Carolina KOBELINSKY et Chowra MAKAREMI (dir.). *Enfermés dehors : enquêtes sur le confinement des étrangers*, Bellecombe-en-Bauges : Ed. du Croquant, 2009 ; C. ARJUN. De l'humanitaire comme outil de dissuasion en Grèce. *op. cit.*

⁸ S. DJIGO. *Les migrants de Calais*, *op. cit.* ; BABELS. *De Lesbos à Calais : comment l'Europe fabrique des camps*, *op. cit.*

⁹ Michel AGIER. Nouvelles réflexions sur le lieu des Sans-État. *Multitudes*, 2016, n° 3, p. 53-61 ; Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS. Marges urbaines et migrations forcées : les réfugiés à l'épreuve des camps en Afrique de l'Est. *Autrepart*, 2008, n° 1, p. 191-205 ; Michel AGIER (dir.). *Un monde de camps*. Paris : La Découverte, 2014.

¹⁰ Y. BOUAGGA et M. PETTE. L'aide aux migrants à Calais, *op. cit.*

¹¹ Mathilde PETTE. Venir en aide aux migrants dans le Calaisis : Entre action associative locale et crise migratoire internationale. *Savoir/Agir*, 2016, vol. 36, n° 2, p. 47 ; Mathilde PETTE, Les associations dans l'impasse humanitaire?. *Plein droit*, 2015, n° 1, p. 22-26.

¹² Y. BOUAGGA et M. PETTE. L'aide aux migrants à Calais, *op. cit.*

¹³ Pascal DAUVIN et Johanna SIMÉANT. *Le travail humanitaire : les acteurs des ONG du siège au terrain*. Paris : Presses de sciences po, 2002 ; Ludovic JOXE. Médecins Sans Frontières : to be professional or not to be ?. *Journées d'études « Ethnologie des professionnels de l'international »*, Lyon (France), 2017.

¹⁴ Sylvie AYIMPAM et Jacky BOUJU. *Ethnocentrisme et partenariat : la violence symbolique de l'aide humanitaire*, Fonds Croix-Rouge française, 2015 ; Elida CANGONJI. À propos de la coopération humanitaire en Albanie. *Sud/Nord*, 2002, n° 2, p. 149-154 ; Alice CORBET, David AMBROSETTI, Gabrielle BAYLE et Mehdi LABZAE. *Agents de l'État et acteurs humanitaires: enjeux d'une interdépendance négociée. Étude de cas à Gambella*. Fonds Croix-Rouge française, 2017.

¹⁵ M.-A. PÉROUSE DE MONTCLOS. *Les humanitaires dans la guerre. Des idéaux à l'épreuve de la politique.*, *op. cit.* ; Fabien DUBUET. Le mythe de l'humanitaire d'Etat. *Humanitaire. Enjeux, pratiques, débats*, 2003, n° 7, p. 53-59.

¹⁶ Boris MARTIN. *L'adieu à l'humanitaire? : les ONG au défi de l'offensive néolibérale*. Paris : Éd. Charles Léopold Mayer, 2015 ; Jérôme LARCHÉ. *Le déclin de l'empire humanitaire : L'humanitaire occidental à l'épreuve de la mondialisation*. Paris : L'Harmattan, 2017.

perspective interroge les conflits moraux et les dilemmes éthiques que les deux premières perspectives sous-tendent¹⁷.

Afin d'alimenter la compréhension des nouvelles solidarités citoyennes envers les migrants et de renouveler les réflexions sur les mutations du monde humanitaire, je propose de mettre en perspective deux initiatives citoyennes nées depuis 2015 : une plateforme associative de bénévoles intervenant dans les camps du Nord et à Paris ainsi qu'un collectif parisien devenu association. En décryptant les convergences organisationnelles et éthiques de ces deux initiatives, je montrerai que ces solidarités citoyennes illustrent un phénomène d'improvisation humanitaire au croisement de la morale et du droit ; phénomène introduisant de nombreuses complexités qu'il convient d'examiner. Pour ce faire, je commencerai par présenter le fonctionnement et le positionnement des deux initiatives citoyennes mises en perspectives. Je décrirai ensuite les ressorts de l'aide que les citoyens ordinaires improvisent au quotidien puis j'en dégagerai les limites. L'objectif étant ici de mettre en lumière les logiques pratiques et éthiques ainsi que les tensions qui sous-tendent l'improvisation humanitaire, l'implication de citoyens ordinaires aux interstices de l'action humanitaire spécialisée et de l'(in)action publique.

Méthodologie

Pour des raisons de confidentialité et bien qu'un lectorat averti puisse les reconnaître, les prénoms et noms des personnes rencontrées sur le terrain ainsi que le nom des associations et collectifs sont intégralement modifiés dans cet article. Mon objectif n'est en effet ni de promouvoir, ni de pointer du doigt les pratiques des différents acteurs mais bien d'analyser les logiques qui sous-tendent l'aide déployée sur ce terrain.

Les analyses reposent sur une enquête socio-ethnographique réalisée à Calais de mi-septembre à fin octobre 2016 ; enquête mise en perspective avec des entretiens menés entre janvier et mars 2017 auprès de « soutiens » à Paris. À Calais, j'ai observé en immersion totale le quotidien d'une association que je nommerai Espoir et que l'un de ses co-fondateurs présente comme une « plateforme de bénévoles ». Par ce biais, j'ai suivi les bénévoles d'Espoir dans leurs activités quotidiennes dans le camp et j'y ai participé jusqu'au troisième jour de sa destruction. J'ai également partagé leurs repas, leurs soirées et leurs bungalows pour la nuit. Cette immersion m'a permis de décrypter non seulement la politique de cette association et son fonctionnement interne, la façon dont elle investit le camp et dont elle interagit avec les autres acteurs, mais également d'appréhender l'expérience des bénévoles, leurs représentations et leur vécu du terrain. Des contacts entretenus au-delà de la destruction du camp avec certains bénévoles alimentent les analyses développées dans l'article. Les données issues de cette immersion ont été analysées en parallèle d'une dizaine d'entretiens menés auprès de coordinateurs de projets, de soignantes d'ONG et d'acteurs institutionnels ainsi que de la reconstitution des séquences d'observations réalisées pendant près de 40 jours auprès des acteurs de petites associations de bénévoles, de structures prestataires d'État et de grandes ONG humanitaires. Ces matériaux ont nourri l'analyse des interactions entre acteurs et des enjeux de l'introduction de citoyens ordinaires dans le jeu

¹⁷ Jean-François MATTÉI. *L'Humanitaire à l'épreuve de l'éthique*. Paris : Les Liens Qui Libèrent, 2014 ; Jean-François MATTÉI. Renouveler la pensée humanitaire par une approche éthique. *Revue internationale et stratégique*, 2015, n° 2, p. 129–137 ; Michael SCHLOMS. Le dilemme inévitable de l'action humanitaire. *Cultures et Conflits*, 2005, n° 60, p. 85-102.

humanitaire. Sur ce terrain, j'ai adapté ma posture – de l'observation simple à l'observation participante – selon la nature des activités et les acteurs en présence. A Paris, j'ai rencontré une vingtaine de personnes se présentant comme « soutiens » lors d'entretiens formels et de discussions informelles ainsi que la directrice-adjointe d'une association prestataire d'État. Ces entretiens m'ont permis de saisir rétrospectivement le fonctionnement d'un collectif citoyen à Paris – le collectif Ensemble – et ses modes d'intervention dans les campements de rue, de retracer sa dynamique de structuration progressive, de comprendre les enjeux de l'inscription de ses membres dans le paysage local et leur politisation. Les récits collectés m'ont permis de mettre en perspective l'expérience individuelle de soutiens indépendants et des membres du collectif Ensemble à Paris avec celle des bénévoles de l'association Espoir à Calais.

Les réflexions présentées dans cet article proviennent de cette enquête circonscrite dans le temps et s'appuient sur la reconstitution de séquences d'observation et des trajectoires de vingt citoyens ordinaires mobilisés à Calais et à Paris ; reconstitutions articulées à l'analyse thématique des entretiens réalisés auprès des coordinateurs des différentes initiatives.

Des citoyens ordinaires aux parcours hétérogènes

Les personnes rencontrées à Calais et à Paris ont des parcours hétérogènes. La plupart d'entre elles présentent la médiatisation des morts en Méditerranée et du camp de Calais ainsi que leur proximité physique aux campements de rue à Paris comme des vecteurs d'indignation et de colère à l'origine d'une envie d'aider les migrants. Ces émotions s'inscrivent cependant dans un ensemble de « dispositions critiques¹⁸ » qui expliquent leur passage à l'action : une sensibilité aux questions sociales et humanitaires ancrée dans une socialisation politique, intellectuelle, artistique ou religieuse mais également dans l'expérience personnelle du voyage ou de l'émigration-immigration. À Paris, la présence de campements « en bas de chez soi » a constitué un élément déterminant de la mobilisation des riverains tout autant indignés et culpabilisés par les conditions de survie imposées aux migrants que préoccupés par le maintien de la paix sociale au sein de leur quartier¹⁹.

Les bénévoles de l'association Espoir étaient plutôt jeunes (moins de 25 ans), étudiant.e.s, en année de césure ou en recherche d'emploi. On trouvait également des personnes retraitées des métiers de l'enseignement et du social. Une partie non négligeable des bénévoles était cependant toujours en activité professionnelle (soignant.e.s, travailleurs sociaux, graphistes, journalistes ou encore ouvriers) et, pour certain.e.s, en période de transition professionnelle ou en recherche d'emploi donc au chômage. Quel que soit leur profil, ces bénévoles dédiaient leurs week-ends, vacances ou une partie des périodes de chômage à ce séjour dans le camp de Calais ; séjours variant d'un week-end à plusieurs mois et débouchant dans certains cas à l'installation des personnes à Calais et/ou au sein du camp-bidonville. Les bénévoles avaient donc le sentiment de partir en « mission humanitaire » à Calais. À la différence de ce qui a été observé au sein d'autres

¹⁸ Lilian MATHIEU. Les ressorts sociaux de l'indignation militante. L'engagement au sein d'un collectif départemental du Réseau éducation sans frontière. *Sociologie*, 2010, vol. 1, n° 3, p. 303–318.

¹⁹ BABELS. *De Lesbos à Calais : comment l'Europe fabrique des camps*, op. cit. ; Isabelle COUTANT. *Au coeur du monde. Les migrants en bas de chez soi*. Thèse d'habilitation à diriger des recherches. Université Paris X-Nanterre, 2017.

GERBIER-AUBLANC Marjorie, « L'improvisation humanitaire : potentialités et limites des solidarités citoyennes dans les camps de migrants à Calais et à Paris »

associations²⁰, la majorité des bénévoles d'Espoir était de nationalité française. Dans certains cas, il s'agissait de citoyens européens ou de pays tiers mais qui résidaient en France ; deux femmes seulement sont venues de Londres pendant mon terrain.

À Paris, la proximité géographique des campements au domicile ou au lieu de travail distinguent la démarche des soutiens de celle des bénévoles d'Espoir. L'aide aux migrants prend place « en bas de chez soi » et s'articule aux différents temps de la vie ordinaire des soutiens. Si un certain nombre d'entre eux étaient étudiant.e.s, on trouvait également des personnes travaillant dans le domaine des arts, du social ou de la recherche. Dans tous les cas, les personnes disposaient de temps ou d'une marge de liberté importante dans leur travail qu'elles investissaient dans l'aide aux migrants. Cependant, en raison du faible nombre de personnes rencontrées sur ce terrain, il est difficile de dresser le profil sociodémographique des soutiens parisiens. À Paris, les soutiens étaient majoritairement des femmes tandis que cette réalité est moins observable parmi les bénévoles de l'association Espoir. La répartition genrée de l'aide aux migrants peut en partie s'expliquer par la nature des tâches effectuées, qui renvoient à Paris à des domaines socialement assignés aux femmes²¹ y compris dans le milieu militant²².

Tandis qu'à Calais, j'étais immergée parmi les bénévoles d'Espoir ; à Paris, les personnes rencontrées se définissaient comme soutien indépendant proche ou appartenant au collectif Ensemble. L'association Espoir et le collectif Ensemble constituent deux initiatives citoyennes situées aux interstices de l'(in)action publique et de l'intervention humanitaire spécialisée.

L'association Espoir et le collectif Ensemble : un positionnement interstitiel

Née en janvier 2016 de l'initiative d'une famille indignée, l'association Espoir comptabilisait 3000 adhérents et un total de 20.000 journées de bénévolat en septembre de la même année. Novice dans l'aide aux migrants, les réalités des camps et les politiques migratoires, l'arrivée des co-fondateurs de cette association dans les camps du Nord de la France ont d'abord suscité la méfiance des associations locales se voyant concurrencées sur un terrain qu'elles occupaient difficilement et sans reconnaissance depuis des années²³. L'association Espoir a en effet rapidement été désignée afin de gérer un camp pour le compte d'une municipalité. Afin de contourner les difficultés d'entrée sur le terrain Calaisien et de ménager les acteurs locaux, l'association Espoir a ensuite mobilisé ses ressources bénévoles de deux manières. D'abord en se positionnant sur une activité non investie : le ramassage manuel des ordures dans le camp-bidonville. À partir de l'automne 2015, une ONG internationale est mandatée par l'État afin de gérer le site. L'ONG crée des « routes », met en place un réseau d'assainissement dans le camp et contractualise une entreprise privée afin de collecter les déchets regroupés à certains points de ramassage ; les services

²⁰ Y. BOUAGGA et M. PETTE. L'aide aux migrants à Calais, *op. cit.* ; M. TRÉPANIÉ. Les Britanniques à Calais, *op. cit.*

²¹ Fabienne BRUGÈRE. *Le sexe de la sollicitude*. Paris : Éd. du Seuil, 2008.

²² L. MATHIEU. Les ressorts sociaux de l'indignation militante. L'engagement au sein d'un collectif départemental du Réseau éducation sans frontière., *op. cit.* ; Sophie RÉTIF. Entrer en militantisme par les associations. L'engagement associatif dans les trajectoires militantes féminines. *Modern & Contemporary France*, 2010, vol. 18, n° 4, p. 415-429.

²³ M. PETTE. Venir en aide aux migrants dans le Calais, *op. cit.*

de la ville n'assurant pas l'évacuation des ordures du camp-bidonville. Néanmoins, les habitants du bidonville ne disposent pas de sacs poubelles pour réunir les ordures à ces points de ramassage. Les bénévoles de l'association Espoir collectent alors manuellement ces déchets, tout en distribuant des sacs poubelles, afin de les regrouper et d'en faciliter l'évacuation. En parallèle, l'association devient un réservoir de main d'œuvre pour les acteurs locaux. Au-delà du ramassage d'ordure, les bénévoles de l'association sont envoyés soit en renfort dans l'équipe de cuisine d'une *kitchen*²⁴ distribuant environ 1000 repas quotidiens, soit dans l'équipe enseignante d'une école du bidonville, soit en renfort dans les caravanes de santé pour les bénévoles soignants. Les personnes qui le souhaitent peuvent également contribuer, à l'extérieur du camp, au tri des dons pour une association partenaire ou animer ponctuellement les temps d'attente lors des distributions vestimentaires d'une grande association locale. Le mois précédent la destruction du camp-bidonville, les bénévoles d'Espoir ont secondé les autres acteurs du camp dans la conduite d'actions de diagnostic, d'information et de distributions. Notons qu'à l'automne 2016, les grandes ONG internationales interviennent principalement à Calais dans le domaine de la santé ou de la gestion logistique du site ; les réponses aux besoins matériels (construction d'abri, distributions alimentaires, de vêtements, de chaussures, de couvertures) des migrants étant principalement assumées par les associations locales et les initiatives citoyennes. Les pouvoirs publics répondent également mais de manière sous-dimensionnée à certains de ces besoins via une association prestataire en proposant 1500 places d'hébergements en containers chauffés²⁵, deux distributions alimentaires et 500 douches quotidiennes. La spécificité d'Espoir est donc de mobiliser ses ressources bénévoles afin de se positionner non seulement aux interstices de l'action humanitaire spécialisée et de l'(in)action publique mais également en renfort des initiatives locales existantes.

À Paris, le collectif Ensemble naît à l'automne 2015 du regroupement spontané de riverains intervenant dans des campements en bas de chez eux afin de répondre aux situations d'urgence matérielle des personnes. Le collectif se constitue, à la différence de l'association Espoir à Calais, sur un terrain non investi. Seule une association d'action sociale prestataire d'État assure depuis des années des maraudes en vue d'identifier les personnes les plus vulnérables à mettre à l'abri. Néanmoins, cette association manquant de ressources humaines se trouve rapidement dépassée par l'ampleur que prennent les campements à partir de la fin 2014. Une grande ONG maraude également en vue de répondre aux besoins de santé. Cependant, pour soutenir au quotidien la survie des migrants, les riverains assurent non seulement le ravitaillement alimentaire, des distributions de couvertures, de tentes et de vêtements, mais ils offrent également à l'occasion leurs douches et sanitaires voire leur machine à laver. Ils assurent en parallèle des accompagnements vers les structures de santé, mettent en place des cours de français et imaginent des supports d'informations pratiques et juridiques en direction des migrants. Progressivement, à force de se croiser tous les jours et de voir les campements prendre de l'ampleur, ces riverains indépendants se regroupent en collectifs. Il est à noter que plusieurs collectifs se constituent selon les répertoires d'action qu'ils revendiquent : plutôt humanitaires, plutôt juridiques ou plutôt politiques. Sur le terrain parisien, les frontières entre

²⁴ Dans le camp de Calais, on différencie les restaurants des *kitchens*. Les premiers relevant de l'économie informelle proposent des repas et boissons payant (de 2,50 à 5 euros) aux personnes intervenant dans le camp, notamment les bénévoles, tandis que les *kitchen* sont des lieux de préparation de repas distribués quotidiennement et gratuitement aux habitant.e.s du bidonville.

²⁵ Miriam TICKTIN. Calais. Containment politics in the "Jungle". *The Funambulist Magazine*, 2016, n° 5.

GERBIER-AUBLANC Marjorie, « L'improvisation humanitaire : potentialités et limites des solidarités citoyennes dans les camps de migrants à Calais et à Paris »

l'humanitaire et l'action politique sont poreuses et porteuses de tensions dans l'aide aux migrants, comme cela a été souligné dans le Nord de la France²⁶. Nous y reviendrons.

L'association Espoir et le collectif Ensemble diffèrent de manière notable en termes de circonstances de leur émergence, d'organisation interne, d'inscription locale et de positionnement politique. Pour autant, la mise en perspective de ces deux initiatives, situées aux interstices de l'(in)action publique et de l'intervention humanitaire spécialisée, laisse entrevoir un processus similaire d'improvisation collective et de structuration progressive d'initiatives portées par des citoyens ordinaires afin de répondre à l'urgence humanitaire.

Le bricolage organisationnel comme outil d'improvisation

Le fonctionnement de ces deux initiatives repose d'abord sur des logiques organisationnelles convergentes : (a) des modes de coordination souples et improvisés, (b) un recrutement peu sélectif et une (in)formation sur le tas, (c) une mobilisation flexible et un turn-over important.

Une coordination souple et artisanale

Dans l'association Espoir, cinq personnes – noyau fondateur de l'association – sont identifiées comme interface publique de la structure mais sur le terrain, la coordination fluctue au rythme du séjour des bénévoles. Deux personnes, « installées » à Calais depuis 8 mois, assuraient à l'automne 2016 la coordination générale : l'une gérant la communication et l'accueil des bénévoles s'inscrivant via un formulaire en ligne, l'autre supervisant de manière globale les missions de terrain et la coordination avec les autres associations. Dans les faits, ces deux coordinateurs progressivement happés par ces tâches chronophages étaient peu présents dans le camp et déléguaient le management des bénévoles à des chefs d'équipe. Ces derniers étaient en théorie désignés en raison de leur bonne connaissance du terrain, parce qu'ils venaient régulièrement ou étaient présents en continu depuis plusieurs mois. Dans la pratique, les réalités du turn-over amenaient souvent des personnes novices, mais prévoyant un séjour de plusieurs semaines et montrant des dispositions à l'autonomie, à devenir chefs d'équipe. C'est ainsi que Lili G. quarantenaire en reconversion professionnelle s'est vue nommée « chef d'équipe »²⁷ après quatre jours passés à l'école.

À Paris, le collectif Ensemble se structure de manière horizontale en pôles d'activités (distributions, accompagnement santé, mineurs isolés, famille, etc.). Ces pôles sont d'abord coordonnés par les personnes à l'origine du collectif puis, au fil du temps, par celles qui souhaitent s'y investir plus activement. Ces dernières assurent derrière leur ordinateur une gestion logistique artisanale et à flux tendu des ressources humaines, à partir de fichiers Excel et de groupes Facebook sur lesquels les individus inscrivent leurs disponibilités et

²⁶ M. PETTE. Les associations dans l'impasse humanitaire ?, *op. cit.*

²⁷ L'association reposant principalement sur des ressources bénévoles s'institutionnalise progressivement en recrutant notamment des jeunes en « services civiques » - missions faiblement rémunérées réservées aux jeunes de 16 à 25 ans dans des domaines d'intérêt général – afin de développer la communication et les objectifs opérationnels. M.Pette souligne combien le recrutement, dans ce cadre, de jeunes diplômés du supérieur permet aux associations de se constituer ou de renforcer une équipe bénévole à moindre coût. Voir M. Pette. Recherche travailleur précaire, Bac+5 souhaité, 1800€ bruts mensuels. *Plein Droit*, n°112, pp. 17-20.

contacts²⁸. Les prénoms de ces coordinatrices circulent sur les réseaux sociaux et les personnes souhaitant donner de leur temps peuvent les contacter par ce biais.

Dans les deux cas, la coordination des actions de terrain est souple et bricolée dans l'urgence. Elle passe principalement par les réseaux sociaux, internet et les outils bureautiques. Dans ce contexte et au vu des besoins importants en ressources humaines, le recrutement est peu sélectif et l'(in)formation improvisée sur le tas.

Un recrutement peu sélectif, une (in)formation sur le tas

L'association Espoir investit très vite dans un important dispositif de communication à partir duquel elle intègre différents espaces de recrutement. Des espaces physiques d'abord. Des représentants de l'association interviennent dans les universités et les écoles du supérieur de partout en France et lors d'événements festifs afin de faire connaître l'association et de collecter des dons matériels – des tentes lors de festivals par exemple. Ce qui justifie, entre autres, la proportion importante de jeunes parmi les bénévoles d'Espoir. Des espaces virtuels ensuite via un site internet régulièrement actualisé et bien référencé sur les moteurs de recherches via lequel les personnes peuvent non seulement obtenir des informations mais également s'inscrire pour un séjour sur le terrain de leur choix : Grande-Synthe, puis Calais et aujourd'hui Paris. L'association communique de plus par le biais de plusieurs pages Facebook parmi lesquelles des pages réservées aux bénévoles sur lesquels on trouve des *Doodle* renseignant les besoins en bénévolat et les disponibilités de chacun. Aucune rencontre préalable n'est organisée entre les coordinateurs d'Espoir et les candidats au bénévolat. Le simple fait de payer l'adhésion et d'organiser son séjour via le formulaire en ligne suffit au recrutement. Les personnes choisissent l'association Espoir parce qu'elles en ont entendu parler ou en raison des missions proposées, notamment de la possibilité d'intervenir directement sur le terrain. A Calais, d'autres associations proposaient en effet aux nouveaux venus des activités bénévoles de tri au sein d'un hangar situé à plusieurs kilomètres du camp²⁹ tandis qu'Espoir les envoyaient dès le premier jour dans le camp. Le contact direct avec les migrants amplifie pour les personnes rencontrées l'utilité perçue de la tâche accomplie tandis que l'aide à distance peut être vécue comme une frustration. Une bénévole expliquait également qu'elle craignait au sein d'autres associations de se retrouver au milieu de personnes exclusivement anglophones ; l'activité bénévole au sein du camp-bidonville de Calais étant largement assurée par les britanniques. L'un des co-fondateurs de l'association souhaitait enfin transformer Espoir en plateforme de bénévolat spécialisé (professionnels de santé, juristes, etc.) mais, dans la pratique, le recrutement sans filtre des bénévoles alimente plutôt la « théorie des petites mains³⁰ » ; les personnes se glissant à partir de ce qu'elles ont à offrir dans les interstices de l'existant. On observe un fonctionnement similaire dans le collectif Ensemble à Paris où les informations sont principalement diffusées par le bouche-à-oreille et les réseaux sociaux, via lesquels circulent les appels aux « soutiens » en fonction des besoins et s'organise la logistique des activités des « pôles » : les personnes disponibles se manifestant via une inscription sur des fichiers partagés. Les pages Facebook sont également des espaces de témoignages des soutiens et parfois des migrants, de commentaires de l'actualité des politiques migratoires, d'information autour des activités et loisirs proposés aux migrants dans la ville et des événements à venir.

²⁸ Même si aujourd'hui il conviendrait d'étudier la structure de l'association née de ce collectif.

²⁹ M. TRÉPANIÉ. Les Britanniques à Calais, *op. cit.*

³⁰ *Ibid.*

Les réseaux sociaux sont donc au cœur de la structuration progressive de ces initiatives citoyennes et facilitent la rencontre entre personnes désireuses d'agir.

Loin des critères très sélectifs de recrutement et des formations en amont proposées dans le cadre des grandes ONG institutionnalisées³¹, toute personne a la possibilité de contribuer à l'action collective. L'une des coordinatrices d'Ensemble réalisant, lors de sa première distribution sur un campement, que les initiatives indépendantes étaient peu concertées, que l'organisation des distributions se faisait « à l'arrache » et que les briefings prenaient la forme d'explications diffuses apportées « entre deux assiettes de riz », a progressivement mis en place des espaces d'information publique dans un café parisien. Ce rendez-vous hebdomadaire est rapidement devenu, selon elle, « une institution du mouvement de solidarité parisien ». Cet espace était l'occasion d'offrir, aux personnes intéressées, des informations sur la situation des migrants à Paris et sur la manière d'intervenir dans les campements.

« C'était très en surface parce que, en deux heures... Mais l'idée, c'était de donner à chaque personne qui avait envie de faire quelque chose sans savoir quoi, de lui dire "Voilà tout ce que tu peux faire, voilà la raison pour laquelle la situation est comme ça, maintenant tu as tous les trucs en main, t'as les numéros de téléphone, t'as les contacts. Tu sais ce que tu peux faire de ton côté sans demander à personne, ce que tu ne dois pas faire en allant sur un campement, débrouilles-toi quoi !" Après, sur tout ce qui est collecte, distribution, tant qu'on avait briefé les gens, on disait "Si vous êtes un peu tout seul, que vous voulez qu'on vous aide à faire de la mise en relation pour être une équipe, on peut le faire. Mais si vous avez votre groupe de potes et que vous êtes prêts à faire un truc, allez-y quoi !" ». (Luna B., 28 ans, soutien à Paris)

C'est également à cette occasion que se diffusent des conseils visant à faire converger les principes d'intervention afin d'être le plus efficace possible et d'éviter les risques d'actions anarchiques telles que les distributions sauvages.

« Alors déjà, on disait à tout le monde que les distributions sauvages, c'est juste une bêtise absolue et qu'en fait, il y avait deux possibilités. Soit il y avait assez pour tout le monde et donc, ça nécessitait d'organiser les files et d'être un peu, enfin c'est un peu insupportable d'être dans cette posture là, mais d'obliger les gens à faire des files. Quitte à en faire plusieurs pour pas que ça soit une file interminable et que celui du fond, il ait l'impression qu'il arrivera jamais. Du coup, ça fait moins de personnes qui grugent aussi. Soit l'autre possibilité, c'est quand il n'y a pas assez pour tout le monde mais que c'est des trucs comme des chaussettes quand il fait très froid ou des duvets, c'est de faire des missions commandos. C'est à dire qu'on est plusieurs. Il y a quelqu'un qui reste avec les duvets dans une rue un peu loin et moi, je viens sur le campement, je repère qui en a besoin. Plutôt vers 2/3 heures du matin parce que du coup, ceux qui sont encore debout, c'est qu'ils n'ont rien pour dormir. Donc eux, je les repère et discrètement je leur dis "Dans 5 minutes, vous pouvez nous retrouver à tel endroit". Ils viennent, on donne les duvets, ils repartent et comme ça, ils arrivent avec les duvets sur le campement mais personne ne sait d'où ça vient. Sachant que s'il y a beaucoup de duvets, il faut se déplacer à chaque fois de ruelle en ruelle, pour ne pas finir par être repéré. » (Luna B., 28 ans, soutien à Paris)

Dans l'association Espoir, l' (in)formation des bénévoles s'opère au fil des missions. À l'automne 2016, une réunion d'(in)formation se tenait chaque semaine tandis que de nouveaux bénévoles arrivaient quotidiennement. Ces derniers regrettaient parfois de ne pas saisir les enjeux de ce qui se jouait autour d'eux. Les semaines précédant la destruction du

³¹ P. DAUVIN et J. SIMÉANT. *Le travail humanitaire, op. cit.* ; L. JOXE. Médecins Sans Frontières : to be professional or not to be ?, *op. cit.*

camp-bidonville, des réunions extraordinaires avaient lieu presque chaque soir afin de faire le point sur les actions inter-associatives mises en place en vue de cet événement³². Au-delà de cette organisation circonstancielle, les chefs d'équipe rappelaient chaque matin les règles et l'attitude à adopter dans le camp – ne pas prendre de photo, ne pas entrer dans les abris, s'éloigner des points d'eau lorsque les personnes prennent leur douche, ne pas poser de questions – et n'hésitaient pas à reprendre les bénévoles maladroits.

Matinée de ramassage d'ordure. Les habitants d'un quartier soudanais nous invitent à boire le thé au sein de l'école qu'ils ont construit avec l'aide de bénévoles. Nous parlons de l'école puis discutons de l'organisation de la vie dans le camp. Tandis que l'un de nos hôtes évoque ses tentatives de passage vers l'Angleterre, une bénévole arrivée récemment l'interroge : "Et tu essaies de passer en montant dans les camions ? Et comment tu t'y prends ? Comment tu sais quel camion prendre ?" La chef d'équipe, assise à ses côtés, lui lance discrètement un coup de pied tandis que l'homme répond à ses questions. En sortant, elle lui rappelle de ne pas poser de questions intimes sur le comment et le pourquoi. (Observation du 05.10.16)

En s'inscrivant en ligne, les futurs bénévoles reçoivent dans tous les cas une charte exposant les « bons » comportements et les codes vestimentaires adaptés au terrain. La transmission de ces règles était calquée sur les façons de faire des associations locales ayant capté les flux d'indépendants britanniques arrivés à Calais au tournant de l'été 2015³³.

Dans l'association Espoir comme dans le collectif Ensemble, le recrutement est peu sélectif. Les façons de faire s'improvisent selon les réalités du terrain et les personnes sont (in)formées sur le tas. La flexibilité est au cœur de la mobilisation et garantit le renouvellement permanent des ressources humaines.

De la flexibilité à la force du turn-over

Des stratégies sont pensées afin de faciliter la participation de toutes les personnes souhaitant faire quelque chose. L'association Espoir a créé des pages *Facebook* dédiées à l'organisation de covoiturages et propose aux bénévoles des possibilités d'hébergement à bas coût à proximité des camps. Ces formules permettent les séjours de court comme plus long terme.

« Parce qu'on s'est rendu compte qu'en fait la problématique était le coût financier pour les gens qui viennent. Donc on a proposé une solution d'hébergement à 5€ par jour. Les gens, ils veulent se mobiliser. Il suffit simplement de leur donner les moyens de se mobiliser. Du coup, quand tu viens, notre discours c'était "Quand tu rentres, tu nous remplis une voiture de quatre personnes". Et bah, ça marche quoi ! Parce que quand t'es jeune et que t'as 20 ou 25 piges, que t'es révolté par ce truc, que tu sais que ça te coûte 45 balles de monter aller-retour, que c'est moins cher qu'une cuite tout le week-end, y'a un moment tu viens ». (Stéphane M., coordinateur associatif)

Par ailleurs, chaque matin, les gens choisissent en fonction des besoins en ressources humaines la mission qu'ils souhaitent effectuer dans la journée. Ce qui émerge de ces initiatives citoyennes, c'est une liberté de « donner de l'hospitalité à la carte, sans engagement », comme le met en évidence Julien D., soutien à Paris. Étudiant à l'étranger, ce jeune homme sollicité lors d'un séjour à Paris par une amie investie dans le collectif Ensemble n'a d'abord pas osé refuser en raison de la valeur morale de ce qui lui était

³² M. GERBIER-AUBLANC. L'humanitaire instrumentalisé à Calais, *op. cit.*

³³ M. TRÉPANIÉ. Les Britanniques à Calais, *op. cit.*

demandé. Puis, il a au cours de séjour spontanément contribué à une dizaine de distributions alimentaires à Stalingrad parce qu'il a été « séduit » par le fait que « les gens n'exigent rien de toi, tu viens quand tu veux, tu donnes ce que tu peux ». Il explique que cette forme de collectif « sans engagement » était particulièrement adaptée à son profil. Si ce fonctionnement « à la carte » vaut parfois aux initiatives citoyennes de se voir accuser par les pouvoirs publics et les salariés de certaines ONG de manquer de compétences spécialisées et de laisser la porte ouverte aux « tourisme humanitaire », elle donne ici toute sa force au turn-over, en s'assurant qu'il y ait toujours des personnes qui se relaient sur les différentes missions qu'aucun autre acteur n'assure par ailleurs.

« Voilà, c'était un système de rotation (...). Par exemple, pour la nourriture, ça peut être différentes personnes à chaque étape : une personne qui récupère les invendus, une personne qui vient chercher les invendus chez elle pour les apporter chez une autre personne qui va cuisiner. Une personne qui cuisine, une personne qui vient chercher ce qui a été cuisiné, qui le dépose sur le campement, quelqu'un d'autre qui distribue... Entre temps, c'est pas la même personne qui a récupéré les invendus de pain et qui passe juste les déposer pour la distribution. Et puis les personnes qui distribuent, parfois c'est pas elles qui restent à la fin pour récupérer les ustensiles et pour retourner les déposer... Enfin, il y avait tout un turn-over possible en fait ! (...) Qui sur sa pause déjeuner, quelqu'un d'autre qui pouvait cuisiner mais qui était avec les gamins à la maison et du coup qui disait "Bah vous pouvez passer chercher, je cuisine, mais je ne peux pas me déplacer". Et en fait, la force du collectif, ça a été de proposer une espèce de cadre préétabli, pour que chaque personne même si j'ai 30 minutes devant moi, je peux faire un truc utile parce que je ne le fais pas toute seule et que je le fais selon un schéma un peu prédéfini en étant en contact avec d'autres gens. Je sais à qui m'en remettre si j'ai plus le temps de finir ce que j'ai démarré. Enfin voilà, un truc de mise en relation en fait entre plein de particuliers... Chacun tout seul ne pouvait pas faire grand-chose. » (Luna B., coordinatrice de pôle).

L'ampleur de ce turn-over implique en contrepartie un travail logistique très important, reposant sur un usage intensif des réseaux sociaux comme je l'ai souligné dans le point précédent. Le « clic » émerge ainsi comme une forme de mobilisation particulière dont les modalités sont définies « à la carte » en fonction des disponibilités et des désirs de chacun. Cependant, malgré ce mode d'organisation flexible qui semble répondre avant tout aux désirs et disponibilités des citoyens ordinaires, l'aide apportée dans les camps est régie par une éthique de la reconnaissance.

La reconnaissance comme éthique de l'improvisation

Au-delà de l'urgence humanitaire, les initiatives citoyennes s'inscrivent dans une dynamique de reconnaissance des sujets, de leur histoire, de leur singularité et de leurs capacités d'agir. Cette éthique de la reconnaissance vise la ré-humanisation des personnes rendues invisibles par les logiques politiques de gestion des flux, leur réinscription dans une humanité commune. L'improvisation humanitaire repose ainsi sur l'entretien de la dignité humaine, la création de liens et repères familiers, ainsi que sur l'attention portée à la voix et aux ressources des migrants.

L'entretien de la dignité humaine, la création de liens et repères familiers

Tous les matins, qu'il pleuve ou qu'il vente, une dizaine de bénévoles (au minimum) de l'association Espoir arrivent dans le camp-bidonville de Calais afin de le nettoyer, munis de gants et de sacs poubelles, parfois de râtaux, de pelles voire de pinces à ordures. Le ramassage des ordures est également l'occasion de réparer les tentes ou de construire des « ponts » permettant l'accès aux habitations en cas d'inondations. À Paris, les membres du collectif Ensemble ont préparé et distribué pendant plus d'un an des repas aux personnes réfugiées dans les campements quel que soit le jour, les conditions climatiques ou encore le nombre de bénévoles disponibles.

Entretenir l'environnement des personnes et leur donner à manger au quotidien est porteur d'une relation de solidarité particulière qui dépasse la réponse humanitaire aux besoins de survie immédiats. Le ramassage des déchets est une tâche difficile physiquement et émotionnellement. On se plie, on porte des sacs lourds, on marche dans la boue, on s'éclabousse avec « du jus de jungle », comme en plaisantent les bénévoles, on se confronte aux odeurs des déchets amassés depuis plusieurs jours, à la précarité des conditions de survie, aux souffrances psychiques des personnes. Ce « sale boulot »³⁴ est pour autant porteur d'une richesse extrême grâce aux rencontres et liens qu'il permet de créer avec les habitants du camp, au sentiment d'atténuer l'hostilité des lieux et de contribuer à l'entretien de la dignité humaine. Les manières de faire défendues par les bénévoles mettent en lumière des efforts pour respecter l'intimité et le rythme des personnes. Il est demandé aux bénévoles de ne pas entrer au sein des abris, de ne pas faire de bruit le matin pour laisser les gens se reposer, de se retirer des points d'eau lorsque des personnes y font leur toilette et surtout de ne pas prendre de photos. S.Djigo³⁵ montre en effet combien l'image est sensible au sein des camps, révélant publiquement l'assignation des migrants à des conditions de survie animale.

Dans le même sens, les distributions alimentaires constituent un acte premier d'hospitalité³⁶, de reconnaissance de l'autre comme sujet. À cette occasion, les bénévoles et soutiens vont demander des nouvelles les uns des autres, identifier les personnes ayant besoin d'un accompagnement, d'une écoute ou d'une information particulière et tenter d'y répondre. Les distributions sont l'occasion, plus encore que le ramassage d'ordure mobile dans le camp de Calais, d'instaurer une routine quotidienne et de créer des repères familiers entre migrants et soutiens. Les façons de faire – mettre les gens en file d'attente – mettent mal à l'aise les soutiens parisiens en rappelant les rapports de pouvoir qui se jouent au moment des distributions. Cependant, cette posture perçue comme « insupportable » est contrebalancée par la participation active de migrants aux différentes étapes des distributions, parfois même à la préparation des repas. De la même manière, les migrants offrent à Calais des moments de répit aux bénévoles en les invitant à faire une pause autour d'un thé, parfois d'un repas chaud. Ce type d'action favorise la création de liens entre les personnes, de rencontres humaines et alimentent un souci réciproque de l'autre³⁷. Entretenir les lieux et servir à manger constituent des pratiques de reconnaissance notables, à travers

³⁴ Everett C. HUGHES, *Le regard sociologique: essais choisis*. Paris : Éd. de l'EHESS, 1996.

³⁵ S. DJIGO. *Les migrants de Calais. op. cit.*, p. 42-43.

³⁶ Julian PITT-RIVERS. The law of hospitality. *HAU: Journal of Ethnographic Theory*, 2012, vol. 2, n° 1, p. 501–517.

³⁷ Patricia PAPERMAN et Sandra LAUGIER (dir.). *Le souci des autres éthique et politique du care*. Paris : Éd. De l'EHESS, 2011.

GERBIER-AUBLANC Marjorie, « L'improvisation humanitaire : potentialités et limites des solidarités citoyennes dans les camps de migrants à Calais et à Paris »

lesquelles citoyens ordinaires et migrants recréent quotidiennement à Calais comme à Paris des espaces de commune humanité³⁸.

L'attention portée à la voix des migrants

Au-delà de missions d'urgence matérielles, les soutiens et bénévoles se sont organisés à Paris comme à Calais, sur demande des migrants, afin de donner des cours de français. Ces cours réunissent des enseignant.e.s qui s'improvisent et des personnes aux niveaux de français et d'éducation hétérogènes. Certains sont diplômés du supérieur dans leur pays tandis que d'autres n'ont jamais été à l'école. Dans un tel contexte, les cours sont co-construits par les élèves et les enseignant.e.s à partir des demandes, des préoccupations ou des envies du jour. Pour exemple, dans l'école dans laquelle intervenaient les bénévoles d'Espoir, à la demande des élèves angoissés par la « politique du secret »³⁹ précédant la destruction du camp de Calais, une séquence de cours a été dédiée à l'apprentissage des phrases à connaître en cas d'arrestation policière. À cette même période, une autre séquence de cours a porté sur les émotions des personnes quelques jours avant leur transfert vers les Centres d'Accueil et d'Orientation (CAO). On pouvait alors lire sur le tableau les phrases suivantes dictées par les élèves à l'enseignante leur ayant demandé « comment vous sentez-vous ? » :

« J'ai le ventre serré.

C'est bien de quitter la Jungle car je vais apprendre le français correctement.

Je vais aller dans une ville pour faire une formation professionnelle. Je suis content.

Aujourd'hui, je vais préparer ma valise pour partir dans une ville. Je suis triste de quitter mes amis et de ne pas savoir où je vais.

Je suis triste de quitter la Jungle, mes amis, mes professeurs. »

L'importance accordée aux préoccupations de chacun et à leurs émotions replace les élèves dans une position de sujet sentant et pensant, donc humain par essence. Ces pratiques reflètent clairement une volonté des bénévoles et soutiens de revaloriser les personnes face à l'aliénation qui leur est imposée par leurs conditions de survie. Cette pédagogie, bricolée à partir des ressources humaines disponibles – le turn-over des enseignant.e.s et des élèves – et des demandes de chacun, s'ancrent dans les situations que les personnes vivent au quotidien afin de leur permettre de reprendre le pouvoir sur leur existence⁴⁰, en s'exprimant librement et en se sentant entendues.

La valorisation des capacités d'agir des personnes

À Calais comme à Paris, l'intervention des soutiens et bénévoles repose également sur la mobilisation des ressources des migrants ; stratégie par laquelle ils complètent les ressources humaines limitées dont ils disposent tout en redonnant une voix aux personnes installées dans les campements. Cette démarche permet de rééquilibrer les relations entre

³⁸ M. AGIER. Nouvelles réflexions sur le lieu des Sans-État, *op. cit.*

³⁹ M. GERBIER-AUBLANC. L'humanitaire instrumentalisé à Calais, *op. cit.*

⁴⁰ Ces façons de faire rappellent la « pédagogie des opprimés ». Conceptualisée à partir de l'alphabétisation de paysans dans les années 1960 au Brésil, les perspectives politiques de cette pédagogie vaudront à son auteur d'être persécuté par le gouvernement militaire brésilien et de devoir s'exiler au Chili. Voir Paulo FREIRE. *Pedagogía del oprimido*. Madrid : Siglo XXI Editores, 1988.

bénévoles-soutiens et destinataires de l'aide, comme le pointait Benaissa Assraoui⁴¹. Par ses compétences linguistiques, il a pu se rendre utile aux soutiens et riverains et imposer sa légitimité à être installé sur le campement⁴². J'ai noté précédemment que l'association Espoir envoyait certains de ses bénévoles dans les caravanes de santé installées dans le camp de Calais. Dans ce centre de premier secours tenu par des soignants bénévoles internationaux, des interprètes sont employés quotidiennement. Il s'agit d'habitants du camp recrutés de différentes manières en raison de leur maîtrise de plusieurs langues et de leur aisance à l'oral. Ces interprètes sont rémunérés à la journée à partir d'une cagnotte issue de la cotisation des soignant.e.s présent.e.s chaque jour : de 5 à 10 euros par personne selon leurs moyens. Najib M. est quadrilingue et travaille quotidiennement dans ce centre, au sein duquel des soignants accueillent bénévolement une centaine de patients par jour, du lundi au dimanche. Ce travail lui confère non seulement une activité quotidienne rémunérée et le sentiment d'être utile, mais également la reconnaissance des membres de sa communauté. Najib M. aime déambuler dans le camp avec un stéthoscope autour du cou ; acte hautement symbolique lui permettant de mettre publiquement en scène son rôle social, de susciter le respect et de se faire appeler *doctor* par les autres habitant.e.s du camp. Bénévoles et soutiens tentent ainsi d'apporter des réponses pratiques et symboliques valorisant les capacités d'agir des personnes qui leur sont souvent niées par les institutions gouvernementales les réduisant au statut d'indésirables et les infantilisant⁴³. Néanmoins ces efforts dépendent parfois des ressources matérielles dont les associations et collectifs disposent. C'est par exemple le cas de la distribution de sacs poubelles, ressource limitée et objet de frustration pour les bénévoles d'Espoir. Un matin, tandis qu'à 11h il n'y a déjà plus suffisamment de sacs poubelles à distribuer aux personnes, un bénévole menace de quitter la mission qu'il juge inutile si « on ne leur donne pas les moyens d'être propres ». La revalorisation de l'estime sociale des personnes est au principe de la mission de ramassage des déchets et l'impossibilité pour des raisons matérielles de respecter ce principe rend cette mission particulièrement éprouvante pour les bénévoles.

De la même manière, les migrants sont particulièrement encouragés à participer aux activités de défense de leurs droits. Ainsi, au moment de la préparation de la destruction gouvernementale du camp de Calais, les habitant.e.s du camp ont activement contribué à la collecte des témoignages, soutenant le référé présenté par les associations au tribunal administratif de Lille pour tenter de retarder la survenue de cet événement. À Paris, les collectifs citoyens militants pour la défense des droits des migrants traduisent systématiquement les assemblées générales, auxquelles les migrants sont conviés et incités à participer, en différentes langues notamment l'arabe et le pashto. L'objectif étant de leur permettre de prendre part à ce qui se joue politiquement et de faire entendre leur voix même si, comme le souligne un soutien parisien, il est « parfois difficile de lutter contre l'hégémonie du français pendant les Assemblées Générales ».

⁴¹ Atelier du programme Babels, tenu le 25 janvier 2017 au siège de Médecins Sans Frontières, dédié aux mobilisations citoyennes survenues à Paris : « Paris, retour sur le mouvement de solidarité envers les migrant.e.s (2015-2017) ».

⁴² Notons que ce phénomène n'est pas spécifique aux bénévoles et soutiens citoyens et est mobilisé par l'ensemble des acteurs non-gouvernementaux intervenant dans les camps de migrants à Calais comme à Paris.

⁴³ Marjorie GERBIER-AUBLANC. Des capacités d'agir révélées par le vécu collectif de la maladie ? Le cas des femmes dans les associations de lutte contre le VIH. In DESGRÉES DU LOÛ Annabel, LERT, France (dir.). *Parcours de vie et de santé des immigrés Africains vivant en France*. Paris : La Découverte, 2017.

GERBIER-AUBLANC Marjorie, « L'improvisation humanitaire : potentialités et limites des solidarités citoyennes dans les camps de migrants à Calais et à Paris »

En tâchant de répondre le plus dignement possible à leurs souffrances et en mobilisant leurs compétences, bénévoles et soutiens permettent aux migrants de sortir, au moins symboliquement et temporairement, de la situation de liminalité à laquelle ils sont assignés. Présents au quotidien, ils prennent soin des migrants et prêtent attention à leur voix. En reconnaissant leurs capacités d'agir, ils tentent de revaloriser leur estime sociale et leurs identités blessées. Cette éthique de la reconnaissance dépasse donc de loin le soutien à la survie biologique des migrants en alimentant quotidiennement leur besoin d'existence sociale et politique. On perçoit donc le travail inestimable soutenu quotidiennement à Calais comme à Paris par les citoyens ordinaires. Notons que ces principes éthiques peuvent se retrouver parmi les salariés des grandes ONG humanitaires ainsi que certains employés des associations prestataires d'État, bien que la reconnaissance des capacités d'agir des personnes entre parfois en confrontation avec le poids des structures, des règles d'intervention et des injonctions néolibérales qui traversent aujourd'hui le secteur public⁴⁴ comme le monde humanitaire⁴⁵.

La pérennisation complexe des initiatives citoyennes

Les citoyens ordinaires comblent par-là les espaces non investis par les ONG internationales ainsi que l'inaction – ou l'intervention tardive et insuffisante – des pouvoirs publics. Ce positionnement interstitiel comporte néanmoins un certain nombre de limites qui interrogent les évolutions possibles des mobilisations citoyennes. Dans un contexte où l'humanitarisme⁴⁶ et le « mythe humanitaire⁴⁷ » teintent les réponses gouvernementales, les initiatives citoyennes sont instrumentalisées et leur politisation stigmatisée. Ensuite, une telle mobilisation mène les citoyens ordinaires à redéfinir les frontières de leur vie ordinaire et les expose à des risques d'épuisement. Enfin, la théorie des petites mains lorsqu'elle est mobilisée sur tous les fronts interroge l'éthique du travail humanitaire.

De l'humanitaire au politique : des citoyens instrumentalisés et stigmatisés

À Calais, la destruction du camp-bidonville a été présentée par les pouvoirs publics comme une opération « humanitaire ». Or j'ai montré que la politique du secret s'est avérée une stratégie gouvernementale particulièrement efficace d'instrumentalisation des bénévoles amenés à préparer, en amont comme lors des transferts en CAO, le terrain favorable à ce « démantèlement humanitaire »⁴⁸. À Paris, les citoyens occupaient une position similaire lors des évacuations successives. « C'est une situation horrible où on se retrouve à relayer des mensonges », explique en ce sens Luna B., se rappelant d'un ami qui lui demanda inquiet un matin s'il y aurait des bus pour tout le monde et auquel elle répondit instinctivement « oui » sans être certaine de ce qu'elle avançait. Luna B. reconnaît alors que la présence des collectifs citoyens, bénéficiant de légitimité auprès des migrants, est autorisée afin de pacifier

⁴⁴ Marjorie GERBIER-AUBLANC. *Du care à l'agency : l'engagement associatif des femmes d'Afrique Subsaharienne dans la lutte contre le VIH/sida en France*. Thèse de doctorat en Sociologie. Paris : Université Paris Descartes, 2016.

⁴⁵ B. MARTIN. *L'adieu à l'humanitaire ?*, op. cit.

⁴⁶ Didier FASSIN. *La raison humanitaire : une histoire morale du temps présent*. Paris : EHESS, Gallimard, Seuil, 2010 ; Miriam TICKTIN. *Casualties of care: immigration and the politics of humanitarianism in France*. Berkeley : University of California Press, 2011.

⁴⁷ F. DUBUET. Le mythe de l'humanitaire d'Etat, op. cit.

⁴⁸ M. GERBIER-AUBLANC. L'humanitaire instrumentalisé à Calais, op. cit.

les choses. Cette instrumentalisation est d'abord acceptée afin d'éviter les violences policières⁴⁹ mais également, selon une logique de politisation des collectifs, afin d'assurer une veille démocratique pour dénoncer les éventuelles dérives. Accepter l'instrumentalisation lors de ces opérations sert également la logistique interne des collectifs citoyens, leur permettant de négocier la récupération du matériel (tentes, duvets, etc.) afin de pouvoir économiser « des milliers d'euros » lors des distributions à venir.

Mais en amont de cette forme d'instrumentalisation circonstancielle, les ressources citoyennes sont également utilisées au sein des camps afin de combler les ressources limitées des associations prestataires d'État et d'atténuer les effets du non-concernement⁵⁰ gouvernemental à l'égard de la survie des migrants. Ainsi, lors de réunions entre acteurs de terrain et membres du cabinet municipal, les représentantes du collectif Ensemble expliquent avoir tenté de faire remonter l'insuffisance des ressources municipales déployées dans les campements : une maraude composée de sept salariés supposés couvrir l'ensemble du territoire parisien. Cependant, le collectif ne s'est pas senti entendu et ce notamment lorsque ses coordinatrices ont tenté de dénoncer des « situations aberrantes ». Les salariés de l'association prestataire d'État assurant la maraude sollicitaient en effet régulièrement les membres du collectif afin de trouver des solutions d'hébergement pour les personnes correspondant aux « missions prioritaires » de la Mairie (la mise à l'abri des femmes, des familles, des mineurs). Les membres du collectif Ensemble considèrent cependant que ces rencontres avec la mairie ont sûrement joué un rôle dans l'ouverture du centre de porte de la Chapelle car le collectif incarnait finalement un « relai de terrain » pour la Mairie du temps des campements de rue. Après avoir été « instrumentalisé par la Mairie » sur le terrain pour assurer la survie des personnes dans les campements et par là garantir une forme de paix sociale dans la ville, Luna B. explique avec « beaucoup d'amertume » que le collectif n'a pas été consulté ni convié avant l'ouverture du centre de la Chapelle. Le collectif a donc progressivement décidé de se constituer en association afin de mener une véritable action de plaidoyer politique, de se faire entendre et d'exprimer légitimement une autre voix du terrain. Dans le cas d'Espoir, la volonté du bureau de coordination de voir se pérenniser l'association et de participer à la veille démocratique a donné lieu à une forme d'instrumentalisation non conscientisée par les bénévoles. La destruction du camp de Calais a en effet coïncidé avec l'ouverture du « centre humanitaire » de la Chapelle et le transfert vers Paris d'une partie des ressources bénévoles de l'association Espoir. Les bénévoles d'Espoir sont alors intervenus aux côtés des salariés de l'association prestataire de la municipalité, acceptant entre autres de gérer la file d'attente devant le centre. Les bénévoles se sont alors retrouvés au cœur d'un jeu politique dont ils ne maîtrisaient pas les règles. Un an plus tard, l'association Espoir annonçait son retrait du centre, justifiant sa décision par le « traitement administratif kafkaïen » réservé aux personnes placées en situation Dublin, piégées par le dispositif administratif « pervertissant la notion d'humanitaire ». Cette expérience révèle l'une des limites principales du turn-over alimenté par des citoyens peu conscients des enjeux politiques qui se jouent sur un terrain qu'ils n'investissent que pour une courte durée, tandis que la structure à laquelle ils s'affilient cherche coûte que coûte – à partir d'une posture émotionnelle – à se maintenir dans ce jeu humanitaire sans en détenir véritablement les codes. Les citoyens ordinaires se trouvent ainsi parfois absorbés malgré eux dans une liaison dangereuse entre humanitaire et politique.

⁴⁹ S. DJIGO. *Les migrants de Calais*, op. cit.

⁵⁰ Philippe BRUNET. De l'usage raisonné de la notion de « concernement » : mobilisations locales à propos de l'industrie nucléaire. *Natures Sciences Sociétés*, 2008, vol. 16, n° 4, p. 317-325.

Les travaux antérieurs dédiés à la cause des migrants dans les camps du nord de la France pointent les tensions, pour les militants historiques pour les droits des étrangers, du passage d'activités de plaidoyer politique à des actions humanitaires, réponses pratiques aux besoins vitaux des migrants⁵¹. À Paris comme à Calais, certains collectifs citoyens se sont en ce sens placés dans une posture militante dès leur entrée sur le terrain, rejetant la dimension simplement humanitaire du « beurrage de tartine » et de la « distribution de couverture » en les érigeant en véritables actes politiques, via une communication massive sur les réseaux sociaux, des alertes lancées aux pouvoirs publics et l'occupation physique de la rue⁵². Les deux initiatives citoyennes examinées dans cet article ont connu un mouvement inverse – de l'humanitaire au politique – mais qui pointent de manière particulière les tensions entre ces différents positionnements. Les soutiens et bénévoles ont en effet d'abord investi le terrain humanitaire sans engagement politique préalable avant de se politiser progressivement, en découvrant l'indécence des institutions qui humilient⁵³ les migrants. Cette prise de conscience politique les mène à tenter de se rapprocher des plateformes de participation démocratique et à monter des activités de plaidoyer afin de dénoncer le traitement des migrants au prisme de la raison humanitaire⁵⁴ et aux frontières du droit. Néanmoins, lorsqu'ils ne se voient pas instrumentalisés comme cela vient d'être souligné, la voix des soutiens et bénévoles reste peu audible voir criminalisée.

Ainsi, c'est avec un mélange de frustration et de soulagement que les soutiens parisiens ont reçu le communiqué de presse publié par une grande ONG internationale en janvier 2017 tandis qu'ils expliquent avoir réalisé « un boulot de terrain monstre pendant des mois » sans pour autant être entendus par les instances gouvernementales auxquelles ils adressaient les mêmes alertes que l'ONG autour des délogements nocturnes violents (gazages, matraquages et confiscation de couverture) des migrants opérés par les forces de police durant le mois de décembre 2016. La publication du communiqué de presse par cette grande ONG institutionnalisée sera immédiatement suivie d'une extension préfectorale de la protection de la trêve hivernale aux personnes vivant en bidonville, dans des tentes, cabanes et abris de fortune. En effet, les grandes ONG humanitaires ont historiquement construit leur « capacité de nuisance » et jouissent aujourd'hui d'une certaine légitimité à mettre en cause l'inaction des États⁵⁵, même lorsqu'il s'agit de l'État français. Légitimité que les structures gouvernementales ne reconnaissent pas de la même manière aux collectifs citoyens ou associations locales assimilés à des mouvements sociaux en devenir, donc particulièrement indésirables dans le contexte actuel. Luna B. m'explique alors que

« la préfecture nous tolérait vaguement quand on intervenait sur les campements avec en soutien à la Mairie mais sinon, on est plutôt considérés comme des emmerdeurs. Faut pas oublier que c'est quand même nous qui avons alerté l'ARS quand y'a eu l'épidémie de tuberculose et de varicelle » (Luna B., 28 ans, soutien à Paris).

Les soutiens en viennent donc progressivement à incarner aux yeux des pouvoirs publics et de leurs opérateurs la même indésirabilité que celle attribuée au public qu'ils soutiennent,

⁵¹ M. PETTE. Venir en aide aux migrants dans le Calaisis, *op. cit.* ; M. PETTE. Les associations dans l'impatte humanitaire ?, *op. cit.*

⁵² Julie SEBAHOUN. «*Et maintenant, on s'installe où ?*» *Ethnographie de trois campements d'exilés, entre février et mai 2016, sous le métro de Stalingrad à Paris*. Mémoire de Master 2 d'anthropologie. Université Paris Descartes, 2016 ; BABELS. *De Lesbos à Calais : comment l'Europe fabrique des camps*, *op. cit.*

⁵³ Avishai MARGALIT. *La société décente*. Paris : Flammarion, 2007.

⁵⁴ D. FASSIN. *La raison humanitaire*, *op. cit.*

⁵⁵ B. MARTIN. *L'adieu à l'humanitaire ?*, *op. cit.*

GERBIER-AUBLANC Marjorie, « L'improvisation humanitaire : potentialités et limites des solidarités citoyennes dans les camps de migrants à Calais et à Paris »

notamment lorsqu'ils mettent en lumière via leurs actes et leurs discours l'irrationalité de la politique du non-accueil et de ses dérives sécuritaires ; les citoyens se voyant même criminalisés⁵⁶. À Calais, N.Bouchard, maire de Calais tristement connue pour la succession d'arrêtés qu'elle signe afin d'empêcher les associations de porter secours aux migrant.e.s déclare au micro d'un journaliste d'Arte Info à propos des associations citoyennes :

« Ce sont des gens qui n'ont rien à faire de leur temps et donc qui viennent en fait troubler en permanence l'ordre public, provoquer les institutions pour exister voilà, pour exister et utiliser en fait des personnes en détresse – les migrants – pour les instrumentaliser mais certainement pas pour les aider. (...) [sur la défensive] Moi je suis contre ces activistes, encore plus [Espoir], ils ont déjà fait leur preuve dans d'autres collectivités, ils se sont fait sortir d'autres collectivités, et je n'ai rien à voir et je n'ai pas à discuter avec eux. Et je leur demande même de quitter le territoire de la ville de Calais pour rentrer dans leurs différentes collectivités mais je n'ai pas de relations à avoir... [au journaliste qui tente d'intervenir] Si vous les trouvez sympathiques, c'est votre jugement. »⁵⁷

Ainsi le positionnement aux interstices de l'action humanitaire et de l'action gouvernementale rend difficilement audible la voix des citoyens ordinaires, tantôt instrumentalisés, tantôt disqualifiés, tantôt rendus responsables, tantôt criminalisés. La frustration qui en découle associée au sentiment de devoir combler une multitude de déficits afin de soutenir la survie des migrant.e.s les mènent régulièrement à pousser l'intervention au-delà de leurs propres limites, comme l'a montré la position controversée d'Espoir à Paris. Quoi qu'il en soit, les citoyens ordinaires qui s'engagent dans le fait humanitaire n'en ressortent pas indemnes.

De la redéfinition des frontières de l'ordinaire aux risques d'épuisement

Aider les migrants mène progressivement certains citoyens à redéfinir les frontières de leur vie ordinaire. Intervenant sur des terrains sur lesquels la multiplicité des urgences quotidiennes s'articule à un manque chronique de ressources humaines, les bénévoles et citoyens solidaires ont tendance à s'investir corps et âme dans l'aide aux migrants. À Calais comme à Paris, les modalités de l'engagement rendent difficile le décrochage. À Calais, en effet, les bénévoles viennent pour un temps limité mais en immersion totale sur le terrain. Il n'est pas rare que les séjours se prolongent ; les bénévoles laissant en suspens leur vie d'avant et leurs projets initiaux. Justine S. avait prévu de rester 3 mois à Calais avant de présenter le barreau pour devenir avocate d'affaires. Après deux mois passés sur le terrain, elle décidait de reporter son projet à l'année suivante et de rester toute l'année à Calais. Plusieurs des personnes rencontrées ont connu des phases dépressives ou de désœuvrement violentes à leur retour. Certaines d'entre elles s'arrangeaient alors pour revenir rapidement sur le terrain expliquant qu'il ne leur était plus possible de reprendre le

⁵⁶ Voir, entre autres, l'assignation en justice très médiatisée du rassemblement organisé à l'été 2016 par deux soutiens citoyens à Paris : <https://www.mediapart.fr/journal/france/081116/refugies-houssam-et-aubepine-poursuivis-pour-avoir-organise-un-rassemblement?onglet=full> ; http://www.lemonde.fr/immigration-et-diversite/article/2016/08/23/migrants-qui-se-cache-vraiment-sous-le-benevole-parisien_4986671_1654200.html ; <https://blogs.mediapart.fr/la-chapelle-en-lutte/blog/161116/tgi-de-paris-9-novembre-2016-l-audience-etait-presque-parfaite-par-aubepine-dahan> ; <https://www.exilesparis.org/fr/2016/08/09/un-long-dimanche-de-garde-a-vue-par-aubepine/> ; <http://www.philomag.com/lactu/passage-a-lacte/aubepine-dahan-ce-quaider-veut-dire-20377>

⁵⁷ Extrait (19'20-20'40) du documentaire « France : retour à Calais » diffusé sur Arte Info le 29 avril 2017. <https://www.youtube.com/watch?v=YVWaeuR6g1c>

GERBIER-AUBLANC Marjorie, « L'improvisation humanitaire : potentialités et limites des solidarités citoyennes dans les camps de migrants à Calais et à Paris »

cours de leur vie ordinaire. Emma G. qui avait prévu de partir 10 jours dans les camps y restera finalement 2 mois.

« Donc je suis partie 10 jours, je suis rentrée à Paris pour un festival et arrivée au festival, j'ai pris mon covoit pour repartir parce que, c'était pas possible... Tu rentres de Grande-Synthe, t'arrives à Rock-en-Seine, tu fais "oh putain, y'a un problème !" » (Emma G., 21 ans, bénévole dans le Nord)

Pour les gens mobilisés à Calais, le retour « à la vie ordinaire » a pu ainsi créer des décalages tout aussi violents que l'arrivée au sein du camp, notamment lorsqu'ils réalisaient que la vie ordinaire suivait son cours et que leurs proches ne montraient pas tellement d'intérêt pour ce qui se jouait autour des migrants. Dans tous les cas, quitter le terrain s'avère difficile. Plusieurs des bénévoles permanents de Calais prenaient en ce sens leurs « vacances » pour partir dans d'autres camps en Europe. Il est d'autant plus difficile de décrocher lorsque l'on a des responsabilités sur le terrain comme l'exprime ce coordinateur associatif.

« C'est très très compliqué sur le terrain de vivre les choses là-bas... On en chie. On en chie. Moi je crois que je suis au bout. Il faut que je me barre, faut que j'arrête, c'est tellement... Nerveusement, mentalement... Moi j'ai pris des pêches, moi, j'ai pris des grosses patates. Puis, on n'arrive pas à décrocher en fait. Tu sais, tu n'arrives pas à lâcher le bébé. » (Stéphane M., coordinateur associatif)

Dans ce cas, en plus des chocs provoqués par les violences du terrain et la responsabilité ressentie à l'égard des migrants, les coordinateurs associatifs souhaitent faire vivre leur structure. De la même manière à Paris, tandis que l'engagement « à la carte » a pour objectif de permettre à tous d'offrir ce qu'il peut aux vues de ses contraintes quotidiennes, les soutiens solidaires tendent plutôt à surinvestir les campements de migrant.e.s qu'ils se mettent en quête de protéger notamment des persécutions policières et qu'ils perçoivent comme abandonnés des associations traditionnelles, décrites par ailleurs comme non compétentes pour intervenir sur de tels terrains. Un autre élément qui participe de cette absorption totale des bénévoles et soutiens, ce sont les coûts financiers d'une telle mobilisation en l'absence de subventions autres que privées. Certaines personnes se sont ainsi ruinées financièrement en venant alors progressivement à partager les situations de précarité des personnes accompagnées. À Paris comme à Calais, les personnes mobilisées ont parfois abandonné leurs activités professionnelles et risqué leur vie de couple pour se dédier exclusivement à la cause. Le traitement politique réservé aux migrants en France se répercute donc directement sur la vie des citoyens solidaires qui tentent d'y répondre. Certaines personnes qui se mobilisent dans les campements finissent donc par fusionner avec la cause, mettant entre parenthèse leur vie personnelle et professionnelle ou du moins en reconfigurant en profondeur leur vie sociale. « Ça t'absorbe assez vite et ça devient rapidement difficile de trouver un équilibre entre ta vie d'avant et ta nouvelle vie », explique Géraldine V. revenant sur la nature éprouvante et chronophage de son engagement auprès des migrant.e.s.

« J'ai vu des gens vriller (...) quand on commence, on ne se rend pas compte que le truc est difficile à gérer. Au final, on n'a plus de vie et notre nouvelle vie est déprimante (rires) (...) Dans tous les cas, même quand on réussit à trouver un équilibre, ça change la vie et la vision qu'on pouvait avoir sur le monde. Ça peut aussi créer un fossé avec les potes avec qui on ne partage plus forcément les mêmes perspectives. On change par rapport aux autres. Mais je suis contente de le faire et d'en être là. Je ne pensais juste pas que ça me changerait autant. Le seul inconvénient c'est que dans ta vie sociale d'avant, un petit fossé s'installe, tu deviens un peu un ovni ». (Géraldine V., 31 ans,

soutien à Paris).

Ce phénomène relaté par Géraldine V. se traduit en contrepartie par un renouvellement de la vie sociale au sein des campements. Les migrant.e.s et autres soutiens constituant progressivement un nouveau réseau de sociabilité partageant les mêmes préoccupations, les mêmes références, la même actualité, la même vision du monde. En ce sens, à Paris notamment, la mobilisation citoyenne a généré l'émergence de nouveaux réseaux de sociabilité à l'échelle du quartier mais également de la ville, entre soutiens et migrant.e.s ainsi que via la constitution d'un réseau de commerçants solidaires.

Les bénévoles et soutiens sont en effet traversés quotidiennement par de multiples émotions contradictoires. Si l'indignation et la colère sont des sentiments qui s'exacerbent au fil de la mobilisation et expliquent entre autres la politisation des individus, ces derniers peuvent également être traversés d'un sentiment d'excitation et de toute puissance lorsqu'ils prennent conscience de l'utilité de leurs initiatives et des forces de l'action collective ou qu'ils parviennent à débloquent des situations administratives ou un accès aux soins complexes en se positionnant comme interface entre les migrants et les institutions gouvernementales. Sentiment de toute puissance enfin lorsque les « like » se multiplient sur les réseaux sociaux et que les médias relaient la voix des citoyens⁵⁸. Mais à ce sentiment de toute puissance, succède rapidement un sentiment d'impuissance face à l'appareil étatique et à l'indécence de ses institutions⁵⁹ qui humilient les migrants et stigmatisent les bénévoles et les soutiens. Ce sentiment est exacerbé par les relations d'intimité qui se créent avec les migrants et la traduction violente des décisions politiques sur le terrain. Submergés émotionnellement, frustrés face à l'arbitraire institutionnel et las de se voir instrumentalisés, certains s'épuisent et craquent. Les risques d'épuisement constituent donc l'une des limites majeures de l'entrée d'individus ordinaires sur ce terrain. Néanmoins, l'épuisement ne mène pas les individus à abandonner la mobilisation, comme le soulignent les personnes rencontrées sur le terrain. A l'inverse, soutiens et bénévoles se maintiennent dans un état d'épuisement chronique qui pèse sur leur santé mentale. Notons que la violence des phénomènes observés sur ces terrains et l'envie d'y répondre à tout prix s'inscrivent dans un mode d'organisation collective qui peine à contenir les souffrances des soutiens et des bénévoles. Car si de nouveaux réseaux de sociabilité se créent parmi les associations et les collectifs, le dosage de l'investissement sur le terrain est d'autant plus difficile. Si l'aide aux migrants s'érige en élément constitutif de la vie ordinaire des personnes mobilisées, l'urgence et le manque d'espaces de répit rendent difficiles le travail émotionnel de distanciation et de décrochage.

Pour répondre à ces situations, un collectif de psychologues bénévoles s'est créé à Paris⁶⁰ et proposent des rencontres collectives ou des « cafés thématiques » mobiles – le collectif n'a pas de lieu fixe – au cours desquels les soutiens peuvent poser leurs difficultés. Y sont abordés par exemple le trauma dans l'exil ou l'implication de la mobilisation pour les soutiens et notamment le fait de ne plus dormir. Ce collectif qui n'assure pas de consultations individuelles peut orienter les personnes dans le besoin vers un suivi thérapeutique classique. L'association Espoir tente également à son niveau de proposer une écoute aux bénévoles en souffrance. À l'automne 2016, les coordinateurs de l'association

⁵⁸ Sentiment mis en évidence par Aubépine Dahan lors de son intervention dans l'atelier Babels, tenu le 25 janvier 2017 au sein des locaux du siège de Médecins Sans Frontières, dédié aux mobilisations citoyennes survenues à Paris : « Paris, retour sur le mouvement de solidarité envers les migrant.e.s (2015-2017) ».

⁵⁹ A. MARGALIT. *La société décente*, op. cit.

⁶⁰ Le collectif Quid'Autre : <https://www.facebook.com/Collectif-QuidAutre-1386693671356730/>

cherchaient à mettre en place une « cellule d'écoute psy » avec le concours de psychologues bénévoles ; cellule aujourd'hui active. Mais lors de mon travail à Calais, c'était l'un des coordinateurs de terrain, lui-même à bout de nerfs, qui assurait maladroitement cette écoute. Ainsi, au début du mois d'octobre 2016, l'une des bénévoles présente en continu dans le camp depuis le mois de juillet et commençant à montrer des signes d'épuisement – des crises de larmes répétées – est mise en repos forcé par les chefs d'équipe. On lui dit de rester quelques jours au bungalow se reposer. Afin de l'aider, ils sollicitent le coordinateur pour une écoute à distance. Ce dernier lui interdit alors de remettre les pieds dans le camp. Ne comprenant pas cette mise à pied violente, la bénévole se désolidarise de l'association et va s'installer dans l'une des *Kitchen* du camp. Tandis que les groupes de parole mis sur pied à Paris visent à donner un sens collectif à l'expérience, le soutien psychologique opéré par des individus non spécialistes et eux-mêmes en situation d'épuisement peut s'avérer contreproductif.

L'éthique humanitaire à l'épreuve de la théorie des petites mains

Penser la redéfinition des frontières de l'ordinaire permet de mieux comprendre le difficile décrochage et l'instrumentalisation auquel ce phénomène peut donner lieu, comme je l'ai souligné dans le cas d'Espoir. En effet, la multiplication des besoins appelant réponse ainsi que les gratifications symboliques importantes, parfois financières, perçues par les structures associatives justifient le redéploiement à tout prix des initiatives citoyennes sur des créneaux d'intervention peu maîtrisés et pour lesquels les coordinateurs manquent de compétences.

Oscar A., 24 ans, a intégré l'association Espoir à Calais et a poursuivi son engagement à Paris avant de se retirer. Ce jeune homme ayant au préalable suivi une formation dans l'humanitaire porte un regard ambivalent sur l'association Espoir. Il m'explique que cela lui a « redonné espoir en sa génération », en révélant « vraiment le meilleur de la jeunesse actuelle ». Pour autant, Oscar A. reconnaît qu'il n'en pouvait plus d'être « à 100-120% tout le temps » et que tous les bénévoles « se sentent délaissés chez Espoir » en raison du manque de structure et de gestion des ressources humaines sur le terrain. Il avoue tristement que les coordinateurs de l'association « veulent faire trop de choses » sans en avoir les compétences, ce qui pose selon lui « un problème éthique ». Il prend alors l'exemple d'une distribution de sacs de couchage qui s'est déroulée suite à l'arrivée de l'association à Paris, sans briefing préalable des bénévoles ni mise au point d'un protocole de distribution. Les bénévoles ont ouvert grand les portes du camion, suscitant des bousculades parmi les migrants ; « les plus costauds » se faufilant à l'avant de la distribution tandis que « les plus chétifs » se sont retrouvés à l'écart et n'ont pu accéder aux dons. Oscar A. reconnaît dans cette distribution une « erreur de base des bonnes pratiques humanitaires » et « s'en veut » d'avoir « laissé faire sans intervenir ». Oscar A. pointe ici les dérives de l'intervention de bénévoles novices. Selon lui, l'association Espoir préfère aujourd'hui « aider plus que mieux » et demande aux bénévoles d'assumer des tâches qu'ils ne maîtrisent pas. Il regrette que l'association Espoir ne s'en soit pas simplement tenue à la gestion initiale d'une plateforme de bénévoles renforçant les autres structures, domaine dans lequel les coordinateurs avaient « de réelles compétences ». Le récit d'Oscar A. souligne combien la « théorie des petites mains » lorsqu'elle est mobilisée sur tous les fronts interroge l'éthique de l'humanitaire.

Conclusion

L'objectif de cet article était d'éclairer certains des enjeux de la rencontre entre acteurs pluriels dans les camps de migrants en France. En effet, au sein de ces camps, l'accueil et le soutien aux migrants reposent sur une matrice d'acteurs publics et privés, humanitaires et citoyens, dont les niveaux d'intervention s'interpénètrent et qui sont appelés à interagir. Les résultats présentés dans cet article mettent en lumière l'irruption de nouveaux acteurs dans le jeu humanitaire : des citoyens ordinaires – indépendants, regroupés en collectifs ou affiliés à des associations – qui interviennent aux interstices de l'action humanitaire institutionnalisée et des services publics. Tandis que les pouvoirs publics alternent inaction, réponses insuffisantes et intervention ciblée en direction de publics perçus comme particulièrement vulnérables - les femmes notamment -, les grandes ONG humanitaires sont plutôt spécialisées dans le domaine de la santé voire de la gestion de l'assainissement et des infrastructures comme c'était le cas à Calais. L'intervention des différents types d'acteurs (ONG, associations locales, collectifs citoyens, services publics) au sein des camps se superposent rarement. La pluralisation des acteurs de l'aide révèle donc non seulement une division du travail d'aide aux migrants mais également les lacunes du système existant : l'intervention exclusive des services publics et des ONG ne suffit pas à assurer la survie biologique et sociale des migrants. C'est ainsi qu'associations et collectifs citoyens improvisent dans l'urgence et à partir de ressources précaires des réponses à une multitude de besoins non satisfaits.

L'examen des principes organisationnels soutenant cette improvisation dévoile toute l'ingéniosité des citoyens ordinaires qui, à partir des nouvelles technologies de l'information et de la communication, encouragent une mobilisation « à la carte » des individus et recrée, de proche en proche, des réseaux de solidarité à l'échelle de la ville. L'une des potentialités majeures de ces organisations flexibles est de savoir, grâce à une communication intensive, tirer profit du turn-over. Cette improvisation s'inscrit par ailleurs dans une éthique de la reconnaissance. C'est en prenant soin des personnes au quotidien et en valorisant leur estime d'elles-mêmes que les citoyens ordinaires soutiennent l'existence sociale des migrants assignés à des conditions de survie animales. Cette étude permet donc de saisir toutes les potentialités d'une action humanitaire flexible et improvisée dans l'urgence. Néanmoins, la pérennisation de ce type d'initiatives pose question. D'abord en raison de l'instrumentalisation étatique de la générosité des citoyens et de leur stigmatisation tandis que les frontières entre aide humanitaire et acte politique sont floues sur ce terrain. Ensuite, car cette mobilisation implique parfois la redéfinition des frontières de la vie ordinaire des citoyens et les expose à des risques d'épuisement. Enfin, transférer l'aide aux migrants à des citoyens ne détenant pas toujours les compétences nécessaires interroge l'éthique de l'humanitaire.

En raison des contingences de l'enquête, les données présentées dans cet article offrent un regard limité sur la complexité du phénomène étudié. Sur le terrain parisien en particulier, les entretiens réalisés auprès de soutiens indépendants ou affiliés au collectif Ensemble ne permettent pas de rendre compte de la pluralité des modes d'engagement des citoyens ordinaires sur ce terrain ni de leurs interactions avec les autres acteurs humanitaires et gouvernementaux. En ce sens, les résultats demandent à être mis en perspective avec ceux de travaux antérieurs et d'être discutés à partir de recherches ultérieures afin d'en généraliser la portée.

Les résultats de cette étude rejoignent d'abord la littérature mettant en lumière les mécanismes de la relation instrumentale qui lie l'humanitaire au politique⁶¹. Le traitement politique des migrants dans les camps en France réactualise clairement le « mythe de l'humanitaire d'État »⁶² : l'action humanitaire étant ici utilisée comme un moyen d'atteindre des fins politiques éloignées des besoins réels des populations. Cette recherche permet donc d'appréhender les frontières de l'humanitaire à deux niveaux. D'une part, en renouvelant l'étude des mécanismes de son instrumentalisation dans un pays européen qui n'est pas en guerre et où les politiques migratoires d'un État démocratique sont à l'origine de la crise humanitaire. Dans ce cas, l'action humanitaire n'intervient pas là où l'État manque de ressources mais devient une dimension fondamentale de l'action publique, permettant à l'État de poursuivre une politique hostile aux migrants, aux frontières du droit, tout en s'assurant que les personnes ne meurent pas sur le territoire national et en répondant au compte-goutte aux alertes des acteurs humanitaires. L'humanitaire est donc utilisé par l'État pour répondre aux contradictions inhérentes à sa propre politique. En pensant l'immigré comme un invité indésirable plutôt que comme une personne relevant de conventions juridiques internationales – notamment du droit d'asile – le gouvernement français laisse entrevoir l'accueil des migrants comme relevant de logiques d'hospitalité privée⁶³ reposant sur la solidarité citoyenne. Les migrants sont en ce sens repoussés dans des zones de non-droit et assignés à des conditions de survie inhumaines. L'humanitaire institutionnalisé ne suffit pas ici à répondre à la multiplicité des besoins vitaux des personnes. D'abord car ces acteurs sont aujourd'hui de grosses ONG hyper-stratifiées dont les activités gestionnaires sont parfois déconnectées du terrain⁶⁴, traversées d'une multitude d'injonctions économiques⁶⁵ et manquant de ressources humaines⁶⁶. Il s'agit en outre de structures spécialisées dans le domaine de la santé ou de la gestion logistique. Ensuite, car ces ONG entretiennent des rapports ambigus avec l'État français⁶⁷; rapports qui les déstabilisent et redéfinissent leurs modalités d'intervention⁶⁸. Pour combler ces brèches, de nouveaux acteurs non professionnalisés – les citoyens ordinaires – se saisissent des outils et de l'impératif humanitaire. Ainsi, ils transposent l'humanitaire dans le politique. L'irruption de ces nouveaux acteurs dans le jeu humanitaire soutient une déprofessionnalisation de son action et renouvelle le débat entre engagement et professionnalisation humanitaire⁶⁹. L'une des mutations majeures de l'humanitaire sur un tel terrain est donc certainement la porosité de ses frontières entre aide humanitaire, action gouvernementale et militantisme politique ;

⁶¹ M. AGIER. *Gérer les indésirables*, op. cit. ; M.-A. PÉROUSE DE MONTCLOS. *Les humanitaires dans la guerre. Des idéaux à l'épreuve de la politique.*, op. cit. ; C. ARJUN. De l'humanitaire comme outil de dissuasion en Grèce, op. cit. ; M. GERBIER-AUBLANC. L'humanitaire instrumentalisé à Calais, op. cit. ; B. MARTIN, *L'adieu à l'humanitaire?*, op. cit.

⁶² F. DUBUET. Le mythe de l'humanitaire d'État, op. cit.

⁶³ Magali BESSONE. Le vocabulaire de l'hospitalité est-il républicain ? *Éthique publique*, 2015, vol. 17, n° 1 ; Mireille ROSELLO. *Postcolonial hospitality: the immigrant as guest*. Stanford : Stanford University Press, 2001.

⁶⁴ P. DAUVIN et J. SIMÉANT. *Le travail humanitaire*, op. cit.

⁶⁵ B. MARTIN. *L'adieu à l'humanitaire?*, op. cit. ; J. LARCHÉ. *Le déclin de l'empire humanitaire*, op. cit.

⁶⁶ L. JOXE. Médecins Sans Frontières : to be professional or not to be ?, op. cit.

⁶⁷ B. MARTIN. *L'adieu à l'humanitaire ?*, op. cit.

⁶⁸ Angélique MULLER et Mickaël NEUMAN. MSF à Grande-Synthe : enseignements d'une improbable coalition d'acteurs. *Alternatives Humanitaires*, 2016, n° 3, p. 42-51.

⁶⁹ P. DAUVIN et J. SIMÉANT. *Le travail humanitaire*, op. cit. ; L. JOXE. Médecins Sans Frontières : to be professional or not to be ?, op. cit.

convergence d'autant plus importante que le droit d'asile flirte dangereusement sur ce terrain avec l'éthique de l'hospitalité et sa métaphore publique⁷⁰.

L'étude de cette dynamique laisse donc entrevoir une dynamique d'hybridation du fait humanitaire : des acteurs, des principes et des répertoires d'action, qui articulent les temps de la vie ordinaire et les réponses humanitaires ; des règles logistiques et morales d'intervention sur le terrain associés à une organisation flexible « à la carte » et « au clic » ; des principes de solidarité, d'urgence, de création de lien social, de revendication politique qui convergent et entrent en dialogue au sein d'espaces physiques et virtuels. S'appuyant sur ces modalités inédites de mobilisation, les individus ordinaires assument à partir de faibles ressources un travail inestimable, non seulement tourné vers la recherche de solutions pratiques aux besoins vitaux et socio-administratifs des migrants mais reconnaissant par la même l'existence sociale et les capacités d'agir de ces derniers, avec lesquels ils co-construisent des espaces d'hospitalité au sein de lieux de refuge hostiles. L'humanitaire prend ici une autre dimension et s'insère progressivement dans le quotidien d'une pluralité d'acteurs non-connectés auparavant à ce monde. Ce qui s'est observé à Calais et à Paris ces dernières années manifeste en effet non seulement un désir d'accueillir « chez soi » et de soutenir intimement les migrant.e.s dans leur lutte quotidienne pour la survie mais également et surtout une volonté collective non concertée de façonner les frontières du politique, de se réappropriier la chose publique et de refonder l'idéal d'une société bienveillante. Ainsi, les initiatives citoyennes développées pour répondre à cette crise humanitaire redéfinissent les contours du cours ordinaire de la vie des personnes.

Malgré l'ampleur de la générosité citoyenne déployée sur ces terrains, ce type de mobilisation comporte un certain nombre de limites qui rejoignent les tensions mises en lumière dans des travaux précédents. D'abord, les tensions entre réponses humanitaires et actions de plaidoyer politique traversant les collectifs militants historiques mobilisés dans la cause des migrants dans le Nord de la France⁷¹. Les risques d'épuisement qui interrogent la pérennité de ce type d'humanitaire citoyen rappellent ensuite les limites de la mobilisation des femmes migrantes dans le soutien de leurs pairs vivant avec le VIH en France⁷² ainsi que la précarisation des travailleurs sociaux intervenant dans l'hébergement dédié aux migrants⁷³. Ces travaux soulignent combien l'épuisement des personnes mobilisées dans la cause des migrants résulte d'une crise de l'État social et des restructurations néolibérales des services publics qui reportent sur des acteurs aux ressources précaires – les petites associations et collectifs citoyens - la responsabilité de répondre à des situations administrativement, socialement et politiquement complexes. Les politiques de l'immigration maltraitent donc non seulement les étrangers mais également les agents de l'institution sociale et administrative ainsi que les citoyens qui tentent au quotidien d'atténuer la crise humanitaire et les situations de survie extrêmes qu'elles produisent.

L'intervention humanitaire auprès des migrants en France est indissociable de l'action politique. Cette réalité nécessite d'interroger en permanence l'éthique des interventions

⁷⁰ M. BESSONE. Le vocabulaire de l'hospitalité est-il républicain ?, *op. cit.* ; M. ROSELLO. *Postcolonial hospitality*, *op. cit.*

⁷¹ M. PETTE. Les associations dans l'impasse humanitaire?, *op. cit.* ; M. PETTE. Venir en aide aux migrants dans le Calaisis, *op. cit.*

⁷² M. GERBIER-AUBLANC. *Du care à l'agency : l'engagement associatif des femmes d'Afrique Subsaharienne dans la lutte contre le VIH/sida en France.*, *op. cit.*

⁷³ Travailleurs sociaux précarisés, étrangers maltraités, *Plein Droit*, n°112, mars 2017.

GERBIER-AUBLANC Marjorie, « L'improvisation humanitaire : potentialités et limites des solidarités citoyennes dans les camps de migrants à Calais et à Paris »

humanitaires⁷⁴ et la poursuite d'une importante activité de plaidoyer. Cette activité de plaidoyer serait plus efficace si acteurs humanitaires et citoyens s'unissaient pour émettre une voix collective mais cela impliquerait que les grosses machines humanitaires acceptent de décloisonner l'une de leurs activités et de renoncer à une dimension de leur souveraineté. Enfin, dans une perspective moins opérationnelle et plus anthropologique, il semble nécessaire de poursuivre l'analyse de ces mobilisations citoyennes et de leurs prolongements intimes. L'étude de l'accueil de migrants au domicile de particuliers apporterait en ce sens une plus-value certaine à l'état des connaissances.

Bibliographie

- AGIER, Michel. Nouvelles réflexions sur le lieu des Sans-État. *Multitudes*, 2016, n° 3, p. 53–61.
- AGIER, Michel (dir.). *Un monde de camps*. Paris : La Découverte, 2014.
- AGIER, Michel. *Gérer les indésirables : des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Paris : Flammarion, 2008.
- ARJUN, Claire. De l'humanitaire comme outil de dissuasion en Grèce. *Alternatives Humanitaires*, 2017, n° 5, p. 14-29.
- AYIMPAM, Sylvie, BOUJU, Jacky. Ethnocentrisme et partenariat : la violence symbolique de l'aide humanitaire. Fonds Croix-Rouge française. *Les papiers du fonds*, déc. 2015, n°1, 16 p. Disponible sur : <http://www.fondcrf.org/wp-content/uploads/2016/08/Ethnocentrisme-et-partenariat-la-violence-symbolique-de-l'aide-humanitaire.pdf> [consulté le 15 juillet 2017]
- BABELS. *De Lesbos à Calais : comment l'Europe fabrique des camps*. Paris : Le Passager Clandestin, 2017.
- BESSONE, Magali. Le vocabulaire de l'hospitalité est-il républicain ? *Ethique publique*, 2015, vol. 17, n° 1.
- BOUAGGA, Yasmine, PETTE, Mathilde. L'aide aux migrants à Calais. In OBSERVATOIRE DE FRANCE VOLONTAIRES. *La Cartographie 2017 des engagements volontaires et solidaires à l'international*. 2017, p. 23-28.
- BRUGERE, Fabienne. *Le sexe de la sollicitude*. Paris : Éd. du Seuil, 2008.
- BRUNET, Philippe. De l'usage raisonné de la notion de « concernement » : mobilisations locales à propos de l'industrie nucléaire. *Natures Sciences Sociétés*, 2008, vol. 16, n° 4, p. 317-325.
- CANGONJI, Elida. À propos de la coopération humanitaire en Albanie. *Sud/Nord*, 2002, n° 2, p. 149–154.
- CORBET, Alice, AMBROSETTI, David, BAYLE, Gabrielle et LABZAE, Mehdi. Agents de l'État et acteurs humanitaires : enjeux d'une interdépendance négociée. Étude de cas à Gambella. Fonds Croix-Rouge française, *Les papiers du fonds*, fév. 2017, n°8, 26 p. Disponible sur : <http://www.fondcrf.org/wp-content/uploads/2017/03/Agents-de-l'État-et-acteurs-humanitaires-enjeux-d'une-interdépendance-négoiée-Étude-de-cas-à-Gambella.pdf>. [consulté le 15 juillet 2017]
- COURAU, Henri. *Ethnologie de la Forme-camp de Sangatte : de l'exception à la régulation*. Paris : Ed. Archives Contemporaines, 2007.
- COUTANT, Isabelle. *Au cœur du monde. Les migrants en bas de chez soi*. Thèse d'habilitation à diriger des recherches. Université Paris X-Nanterre, 2017.
- DAUVIN, Pascal, SIMEANT, Johanna. *Le travail humanitaire : les acteurs des ONG du siège au terrain*. Paris : Presses de sciences po, 2002.

⁷⁴ J.-F. MATTÉI. Renouveler la pensée humanitaire par une approche éthique, *op. cit.*

GERBIER-AUBLANC Marjorie, « L'improvisation humanitaire : potentialités et limites des solidarités citoyennes dans les camps de migrants à Calais et à Paris »

- DJIGO, Sophie. *Les migrants de Calais : enquête sur la vie en transit*. Marseille : Agone, 2016.
- DUBUET, Fabien. Le mythe de l'humanitaire d'Etat. *Humanitaire. Enjeux, pratiques, débats*, 2003, n° 7, p. 53-59.
- FASSIN, Didier. *La raison humanitaire : une histoire morale du temps présent*. Paris : EHESS, Gallimard, Seuil, 2010.
- FREIRE, Paulo. *Pedagogía del oprimido*. Madrid : Siglo XXI Editores, 1988.
- GERBIER-AUBLANC, Marjorie. L'humanitaire instrumentalisé à Calais. *Plein droit*, 2017, vol. 112, n° 1, p. 32-35
- GERBIER-AUBLANC, Marjorie. Des capacités d'agir révélées par le vécu collectif de la maladie ? Le cas des femmes dans les associations de lutte contre le VIH. In DESGREES DU LOU Annabel, LERT, France (dir.). *Parcours de vie et de santé des immigrés Africains vivant en France*. Paris : La Découverte, 2017.
- GERBIER-AUBLANC, Marjorie. *Du care à l'agency : l'engagement associatif des femmes d'Afrique Subsaharienne dans la lutte contre le VIH/sida en France*. Thèse de doctorat en sociologie. Paris : Université Paris Descartes, 2016.
- HUGHES Everett C. *Le regard sociologique : essais choisis*. [trad. Jean-Michel CHAPOULIE]. Paris : Éd. De l'EHESS, 1996.
- JOXE, Ludovic. Médecins Sans Frontières : to be professional or not to be?. *Journées d'études « Ethnologie des professionnels de l'international »*. Lyon, mai 2017.
- KOBELINSKY, Carolina, MAKAREMI, Chowra (dir.). *Enfermés dehors : enquêtes sur le confinement des étrangers*. Bellecombe-en-Bauges : Ed. du Croquant, 2009.
- LARCHE, Jérôme. *Le déclin de l'empire humanitaire : L'humanitaire occidental à l'épreuve de la mondialisation*. Paris : L'Harmattan, 2017.
- MARGALIT, Avishai. *La société décente*. Paris : Flammarion, 2007.
- MARTIN, Boris. *L'adieu à l'humanitaire? : les ONG au défi de l'offensive néolibérale*. Paris : Éditions Charles Léopold Mayer, 2015.
- MATHIEU, Lilian. Les ressorts sociaux de l'indignation militante. L'engagement au sein d'un collectif départemental du Réseau éducation sans frontière. *Sociologie*, 2010, vol. 1, n° 3, p. 303–318.
- MATTEI, Jean-François. Renouveler la pensée humanitaire par une approche éthique. *Revue internationale et stratégique*. 2015, n° 2, p. 129–137.
- MATTEI, Jean-François. *L'Humanitaire à l'épreuve de l'éthique*. Paris : Les Liens Qui Libèrent, 2014.
- MULLER, Angélique, NEUMAN, Mickaël. MSF à Grande-Synthe : enseignements d'une improbable coalition d'acteurs. *Alternatives Humanitaires*, 2016, n° 3, p. 42-51.
- NEVEU, Catherine. Les enjeux d'une approche anthropologique de la citoyenneté. *Revue européenne des migrations internationales*, 2004, vol. 20, n° 3, p. 89-101.
- PAPERMAN, Patricia, LAUGIER Sandra (dir.). *Le souci des autres éthique et politique du care*. Paris : Éd. de l'EHESS, 2011.
- PEROUSE DE MONTCLOS, Marc-Antoine. *Les humanitaires dans la guerre. Des idéaux à l'épreuve de la politique*. Paris : La Documentation Française, 2012.
- PEROUSE DE MONTCLOS, Marc-Antoine. Marges urbaines et migrations forcées : les réfugiés à l'épreuve des camps en Afrique de l'Est. *Autrepart*, 2008, n° 1, p. 191–205.
- PETTE, Mathilde. Venir en aide aux migrants dans le Calaisis : Entre action associative locale et crise migratoire internationale. *Savoir/Agir*, 2016, vol. 36, n° 2, p. 47.
- PETTE, Mathilde. Les associations dans l'impasse humanitaire ?. *Plein droit*, 2015, n° 1, p. 22–26.
- PETTE, Mathilde. *S'engager pour les étrangers : les associations et les militants de la cause des étrangers dans le Nord de la France*. Thèse de doctorat en sociologie. Lille : Université Lille 1, 2012.
- PITT-RIVERS, Julian. The law of hospitality. *HAU: Journal of Ethnographic Theory*, 2012, vol. 2, n° 1, p. 501–517.

GERBIER-AUBLANC Marjorie, « L'improvisation humanitaire : potentialités et limites des solidarités citoyennes dans les camps de migrants à Calais et à Paris »

- RETIF, Sophie. Entrer en militantisme par les associations. L'engagement associatif dans les trajectoires militantes féminines. *Modern & Contemporary France*, 2010, vol. 18, n° 4, p. 415-429.
- ROSELLO, Mireille. *Postcolonial hospitality: the immigrant as guest*. Stanford : Stanford University Press, 2001.
- SABERAN, Haydée. *Ceux qui passent*. Paris : Carnets Nord, 2012.
- PRESTIANNI, SARA. « Calais, Patras, Subotica ». In AGIER Michel (dir.). *Un monde de camps*, Paris, La Découverte, 2014, p. 326-339.
- SCHLOMS, Michael. Le dilemme inévitable de l'action humanitaire. *Cultures et Conflits*, 2005, n° 60, p. 85-102.
- SEBAHOUN, Julie. "Et maintenant, on s'installe où ?" *Ethnographie de trois campements d'exilés entre février et mai 2016 sous le métro de Stalingrad à Paris*. Mémoire de Master 2 d'anthropologie, Paris : Université Paris Descartes, 2016.
- SIMEANT, Johanna. *La cause des sans-papiers*. Paris : Presses de Sciences po, 1998.
- TICKTIN, Miriam. *Calais. Containment politics in the "Jungle"*. *The Funambulist Magazine*, 2016, n° 5
- TICKTIN, Miriam. *Casualties of care : immigration and the politics of humanitarianism in France*. Berkeley : University of California Press, 2011.
- TREPANIER, Madeleine. Les Britanniques à Calais : La solidarité européenne à l'échelle locale dans une ville-frontière. *Multitudes*, 2016, vol. 64, n° 3.
- WANNESON, Philippe. Une Europe des jungles. *Plein droit*, 2015, vol. 104, n° 1, p. 18-21